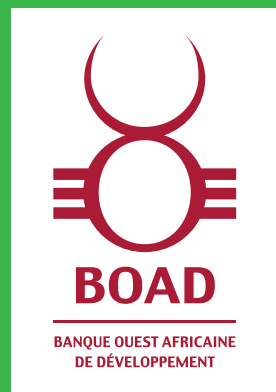




RAPPORT ANNUEL 2018



SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA



RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE
2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance



THEME DE L'ANNÉE L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS DE L'UEMOA

1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ECOSYSTEME DE L'ESPACE UEMOA
 - 1.1. Aperçu d'ordre général
 - 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
 - 1.3. Capacités techniques et offres de formations
 - 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires
2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE DU SOLAIRE DANS L'UEMOA
 - 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
 - 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
 - 2.3. Des contraintes techniques considérables
 - 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements
3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES
 - 3.1. Les IPP en zone UEMOA
 - 3.2. L'entrepreneuriat dans le domaine de l'énergie solaire
4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE DANS L'UEMOA
 - 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire

MESSAGE DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES



En 2018, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a commémoré son 45^{ème} anniversaire. A cette occasion, elle a organisé, à Lomé les 14 et 15 novembre, un forum sur le thème : «l'énergie solaire dans l'économie des pays de l'UEMOA : état des lieux, enjeux et politiques». La manifestation a été très instructive ; les enseignements et recommandations qui en ont résulté seront mis à profit à travers les politiques et actions que les Etats membres de la Banque, appuyés par leurs institutions et organes communautaires, auront à cœur de promouvoir avec l'appui des partenaires.

La cérémonie d'ouverture du forum s'est tenue sous la présidence du Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, Son Excellence M. Alassane OUATTARA, Chef de l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette manifestation a également enregistré la participation de Son Excellence M. Komi Sélom Klassou,

Premier Ministre du Togo, représentant le Chef de l'Etat du Togo. Je voudrais, dans ces lignes, réitérer mes vifs remerciements à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, pour le fort soutien renouvelé, à cette occasion, à l'endroit de la BOAD.

En 2018, les activités de la Banque se sont déroulées dans un environnement économique et social favorable. Au sein de l'UEMOA, en effet, le dynamisme économique amorcé depuis 2012 s'est poursuivi au cours de l'exercice, avec un taux de croissance de 6,6%. Celui-ci a été porté, tant par le secteur tertiaire (activités bancaires, commerce), que par la mise en œuvre des programmes nationaux ou régionaux de développement, en particulier les programmes d'investissements agricoles et ceux de modernisation des infrastructures à caractère structurant.

Dans ce contexte, la Banque a poursuivi son soutien aux économies par la mise à disposition de financements d'un montant global de 426,8 milliards FCFA. Les prêts et autres concours ainsi consentis favoriseront la mise en œuvre de projets d'investissement, dans des domaines divers, notamment les infrastructures de transport, l'agriculture, l'énergie, l'industrie et la promotion des PME / PMI. Les financements de l'exercice portent le cumul des engagements nets de la Banque à 5 311 milliards FCFA au 31 décembre 2018, pour 1 149 opérations, avec un taux de décaissement cumulé de 62,3%.

SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

En matière de mobilisation de ressources, la notation « investment grade », confirmée par les agences Moody's et Fitch Ratings, à l'issue de la revue annuelle 2018, donne à la Banque un accès, dans de bonnes conditions, au marché financier international. Néanmoins, l'institution continue d'entretenir des relations fructueuses de coopération avec les partenaires au développement. Dans ce cadre, deux conventions bilatérales ont été signées, pour un montant global de 45 millions de dollars US (25,4 milliards FCFA). La Banque a poursuivi par ailleurs la mobilisation de ressources auprès des fonds environnementaux internationaux (FEM, FA et FVC). Les ressources mobilisées dans ce cadre, sous forme de dons, servent à la préparation ainsi qu'au financement de projets sobres en carbone et résilients vis-à-vis des effets du changement climatique.

Au plan interne, et s'agissant de gouvernance, de même que de gestion des risques, l'année a notamment été marquée par l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 ainsi que d'une nouvelle calibration des modèles de notation interne des contreparties. Par ailleurs, les travaux se poursuivent quant aux chantiers d'élaboration du "Risk appetite framework", du "capital économique" et d'un dispositif moderne de pilotage financier.

Pour finir, je voudrais renouveler l'expression de ma profonde gratitude aux hautes Autorités de l'UEMOA, pour le soutien constant apporté à la BOAD. Je voudrais également remercier vivement nos partenaires, pour leur confiance et leurs appuis. Au personnel de la Banque, enfin, j'adresse mes félicitations pour les résultats obtenus et mon encouragement à poursuivre, sans relâche, les efforts au service du développement des Etats membres.

CHRISTIAN ADOVELANDE
Président de la BOAD

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
LISTE DES ANNEXES
ANNEXES

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

AFD : Agence Française de Développement	IRED : Initiative Régionale pour l'Energie Durable
AIBD : Aéroport International Blaise Diagne	IRENA : International Renewable Energy Agency
BAD : Banque Africaine de Développement	KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau (Etablissement de crédit pour la reconstruction, de droit public allemand)
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	Mds FCFA : Milliards Francs CFA
BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques
BEI : Banque Européenne d'Investissement	OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
BID : Banque Islamique de Développement	PACITR : Programme d'Actions Communautaire des Infrastructures et du Transport Routier
BIDC : Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO	PCD : Programme Communautaire de Développement de la CEDEAO
BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement	PER : Programme Economique Régional
BTP : Bâtiments, Travaux Publics	PIR : Programme Indicatif Régional
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	PMA : Pays les Moins Avancés
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	PME-PMI : Petites et Moyennes Entreprises - Petites et Moyennes Industries
COP : Conférence des Parties	PPIAF : Fonds de Conseil en Infrastructure Publique-privée
CPCS : Canadian Pacific Consulting Services	PPP : Partenariat Public-Privé
CRC : Centre Régional de Collaboration	PTF : Partenaire Technique et Financier
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine	SAP : Systems, Applications and Products for data processing
FDC : Fonds de Développement et de Cohésion	UE : Union Européenne
FDE : Fonds de Développement Energie	UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
FED : Fonds Européen de Développement	URDPPP : Unité Régionale de Développement de Projets en Partenariat Public-Privé
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial	WAPP : West African Power Pool (Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain)
FMI : Fonds Monétaire International	
IAS/IFRS : International Accounting Standards / International Financial Reporting Standard	
ICOR : Incremental Capital Output Ratio	
IDH : Indice de Développement Humain	
IPP : Producteur Indépendant d'Energie	

TABLEAU SYNOPTIQUE ET LES FINANCEMENTS 2018

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

Date de création	14 novembre 1973 Démarrage des activités opérationnelles en 1976
Actionnaires	- Etats membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo - BCEAO (Banque centrale) - Actionnaires non régionaux : Allemagne, BAD, BEI, Belgique, France, Inde, République Populaire de Chine, Royaume du Maroc
Mission	Promouvoir le développement équilibré des Etats membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
Vision	BOAD : une banque de développement forte, pour l'intégration et la transformation économiques en Afrique de l'Ouest
Capital autorisé au 31/12/2018	1 155 milliards FCFA
Capital souscrit au 31/12/2018	1 103,6 milliards FCFA
Total bilan au 31/12/2018	2 568,2 milliards FCFA
Effectif opérationnel de la Banque au 31/12/2018	295 agents
Financements en 2018	43 opérations pour un total de 426,8 milliards FCFA, sous forme de :
	Prêts directs : 393,3 milliards FCFA, soit 92,1%
	Prêts indirects : 20,0 milliards FCFA soit 4,7%
	Participations : 13,5 milliards FCFA, soit 3,2%
	Répartition des financements par catégorie d'emprunteurs :
	Secteur non marchand : 246,7 milliards FCFA, soit 57,8%
	Secteur public marchand : 70,6 milliards FCFA, soit 16,5%
	Secteur privé : 109,5 milliards FCFA, soit 25,7%
	Répartition des financements selon la catégorie
	Projets nationaux : 388,1 milliards FCFA, soit 90,9%
	Projets régionaux : 38,7 milliards FCFA, soit 9,1%
Engagements nets cumulés, 1976 – 2018	5 311 milliards FCFA (soit 8,1 milliards d'euros) pour 1 149 opérations.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2 janvierEntrée en vigueur de la norme IFRS 9
et calibration des modèles de notation interne**21 mars**108^{ème} session ordinaire du
CA de la BOAD**9 janvier**Organisation d'un atelier régional
sur la promotion
de l'agriculture climato-intelligente**27 mars et 4 avril**Maintien des ratings investment
grade de la Banque**7 juin**Participation, à Bruxelles, à une
conférence de haut niveau,
organisée par l'UE, sur la création
d'emplois, la croissance et la
compétitivité en Afrique de l'Ouest**10-11 avril**Organisation d'un atelier de lancement de la
préparation du projet régional d'appui à la
gestion durable des déchets et de réduction
des émissions d'UPOPs ainsi que de mercure
dans les Pays de l'UEMOA**27 juin**109^{ème} session ordinaire
du CA de la BOAD**27 juin**Approbation du
Projet de
transformation
agro-alimentaire
au Togo (Région
de Kara)**5 au 10 juillet**Participation à la 7^{ème}
réunion du Comité de
Haut Niveau sur la
Sécurité Alimentaire et
Nutritionnelle (CHN-SAN)**27 août et
2 septembre**Lancement de 02
concours BOAD : le 1^{er}
sur « l'Empreinte BOAD »,
et le 2^{ème} pour les start-
up opérant dans les
énergies renouvelables
dans l'UEMOA**18-19 septembre**Atelier de restitution et
de dissémination de l'étude
relative au renforcement
des capacités pour le
développement des PPP
au sein de l'UEMOA

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2 janvier

**Entrée en vigueur de la norme IFRS 9 et
calibration des modèles de notation interne**

En vue de se conformer aux standards internationaux, la Banque a adopté, à compter de janvier 2018, la norme comptable IFRS 9. Cette démarche a notamment induit une refonte de sa méthode de dépréciation des instruments financiers. La dépréciation desdits instruments est désormais déterminée à partir des probabilités de défaut associées à chaque contrepartie notée.

La Banque a par ailleurs procédé à une calibration de ses modèles de notation interne, avec le passage de trois modèles de notation à six, d'une part, et d'autre part l'établissement d'un « masterscale interne » bâti en se fondant sur celui du Consortium Global Emerging Markets (GEMS). Celui-ci est un référentiel partagé par plusieurs banques multilatérales ou européennes de développement.

9 janvier

**Organisation d'un atelier régional sur la
promotion de l'agriculture climato-intelligente**

A cette date, la Banque a organisé, à son siège à Lomé (Togo), un atelier régional de validation de la proposition complète du projet de promotion de l'agriculture climato-intelligente en Afrique de l'Ouest.

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre la Banque et d'autres institutions ou organes sous-régionaux tels que la Commission de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA.

Il sera déployé dans cinq pays (Bénin, Burkina, Ghana, Niger, Togo) et contribuera à la réalisation d'une croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et à la mobilisation de ressources concessionnelles ou de don, auprès des mécanismes financiers de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

21 mars

108^{ème} session ordinaire du CA de la BOAD

Le Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de développement s'est réuni à Dakar au Sénégal et a approuvé de nouvelles opérations pour un montant total de 190 milliards F CFA et une prise de participation pour un montant de 5 milliards FCFA.

27 mars et 4 avril

Maintien des ratings investment grade de la Banque

La Banque a accueilli les missions annuelles de revue de deux agences internationales de notation, à savoir Moody's et Fitch Ratings. Au terme de leurs diligences, les deux agences ont confirmé les notes attribuées depuis l'année 2015, à savoir Baa1 stable (pour Moody's) et BBB stable (pour Fitch).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

10 -11 avril

Organisation d'un atelier de lancement de la préparation du projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions d'UPOPs ainsi que de mercure dans les Pays de l'UEMOA

Il s'est tenu au siège de la Banque à Lomé, un atelier de lancement de la préparation du projet en objet.

L'atelier s'inscrivait dans le cadre du respect des procédures de formulation et de soumission de projets au Fonds pour l'Environnement Mondial. Quant au projet, il a pour objet de soutenir la promotion d'une économie circulaire, dans le domaine de la gestion des déchets solides (biomédicaux, électriques et électroniques, etc.) et la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la mauvaise conservation des déchets dans les pays cibles.

7 juin

Participation, à Bruxelles, à une conférence de haut niveau, organisée par l'UE, sur la création d'emplois, la croissance et la compétitivité en Afrique de l'Ouest

En marge de la 5^{ème} réunion du Comité d'Orientation Stratégique du PIR UE-Afrique de l'Ouest, tenue à Bruxelles, le Président de la BOAD a participé à la conférence de haut

niveau sur la création d'emplois, la croissance et la compétitivité en Afrique de l'Ouest. Organisée conjointement par la Commission de l'Union Européenne et les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, cette conférence a réuni de nombreux représentants du secteur privé, de banques de développement, de même que des autorités gouvernementales des pays d'Afrique de l'Ouest. L'évènement avait pour objet d'échanger sur la manière d'améliorer le climat des investissements en appui au secteur privé, en vue de favoriser l'émergence de nouvelles opportunités d'affaires et d'emplois pour les jeunes.

27 juin

Approbation du Projet de transformation agro-alimentaire au Togo (Région de Kara)

Dans le cadre d'un programme d'implantation de 10 agropoles au Togo, la Banque a cofinancé la mise en œuvre de la 1^{ère} phase du projet de transformation agroalimentaire au Togo.

Le projet a pour objectif de créer, dans un périmètre restreint et aménagé, un maximum de conditions économiques, juridiques et logistiques favorables pour que des investisseurs privés s'intéressent au secteur agricole et s'y installent.

Il porte, entre autres, sur l'aménagement d'un agroparc de 46 ha, la construction de barrages, l'aménagement de

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

zones d'activités agricoles planifiées, de bas-fonds, de pistes, l'électrification de villages et la mise en place de centres de transformation agricole.

27 juin

109^{ème} session ordinaire du CA de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a tenu la 109^{ème} session ordinaire de son conseil d'administration à son siège à Lomé, au Togo. Les administrateurs y ont approuvé onze (11) nouvelles opérations dont sept (07) prêts à moyen et long termes pour un montant total de 90,8 milliards FCFA, une ligne de refinancement pour un montant de 10 milliards FCFA, un prêt à court terme d'un montant de 5 milliards FCFA et deux prises de participation pour un montant de 6 milliards FCFA.

5 au 10 juillet

Participation à la 7^{ème} réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CHN-SAN)

Le CHN-SAN, que préside le Chef de l'Etat du Niger, S.E. M. Issoufou MAHAMADOU, a tenu sa 7^{ème} réunion le 10 juillet à Niamey. La rencontre avait notamment pour objectif de renouveler la concertation sur les voies adaptées pour la promotion de la sécurité alimentaire et de la transformation durable de l'agriculture dans l'espace UEMOA.

27 août et 2 septembre

Lancement de 02 concours BOAD : le 1^{er} sur «l'Empreinte BOAD», et le 2^{ème} pour les start-up opérant dans les énergies renouvelables dans l'UEMOA

La BOAD a organisé les deux concours dans le cadre de la commémoration de son 45^{ème} anniversaire. Le 1^{er} a donné lieu à la sélection de photos portant sur des projets financés par la BOAD dans ses Etats membres. Le 2^{ème} était orienté sur les initiatives et projets innovants promus par des Start up évoluant dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Ce deuxième concours visait une valorisation des compétences de développeurs locaux et la promotion d'emplois verts.

Le grand prix de la photographie a été décerné à un Malien, pour une photo de l'échangeur de Ségou au Mali.

Pour le concours de Start up, face aux atouts respectifs des deux meilleurs dossiers, deux prix ont été décernés : le 1^{er} à un Togolais, promoteur d'un projet de groupes électro-solaires KYA-SoP, et le 2^{ème} à un Sénégalais, pour un "projet de pompe à eau solaire intelligente", avec une plateforme digitale de formation et de commercialisation.

Les deux lauréats du 2^{ème} concours bénéficieront par ailleurs de l'accompagnement, sur 06 mois, d'un équipementier danois, de même que d'une semaine de formation au Centre de l'entrepreneuriat de l'Université technique du Danemark.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

18-19 septembre

**Atelier de restitution et de dissémination de
 l'étude relative au renforcement des capacités pour
 le développement des PPP au sein de l'UEMOA**

L'Unité Régionale pour le Développement des PPP (URDPPP), en partenariat avec la Commission de l'UEMOA et le PPIAF, a organisé les 18 et 19 septembre, au siège de la BOAD à Lomé, un atelier de restitution et de dissémination de l'étude en objet, réalisée sur un financement de la Banque mondiale.

Ont pris part à l'atelier, les représentants des différentes Cellules ou Directions en charge des PPP dans les pays membres de l'UEMOA, d'autres représentants des Etats membres, la Banque mondiale, le PPIAF, la BAD, la BIDC, l'AFD et l'OMVS.

L'étude en objet vise : i) un renforcement du cadre institutionnel régional, pour la mise en œuvre des PPP dans l'espace de l'UEMOA, ii) un appui à l'harmonisation des stratégies de PPP au sein de l'UEMOA, iii) et, enfin, la facilitation d'une plus grande fréquence, ainsi que de la mise en œuvre de projets PPP à l'échelle régionale ou même nationale.

19 septembre

110^{ème} session ordinaire du CA de la BOAD

La 110^{ème} réunion du Conseil d'administration de la BOAD s'est tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire. Au cours de cette réunion, les administrateurs ont approuvé neuf (09) nouvelles opérations dont six (06) prêts à moyen et long termes pour un montant total de 74 milliards FCFA, deux prêts à court terme d'un montant de 16 milliards FCFA et une prise de participation pour un montant de 2,5 milliards FCFA.

20 septembre

**Lancement officiel du Projet Banque mondiale /
 UEMOA de promotion du financement de l'habitat
 abordable dans l'UEMOA**

Le 20 septembre à Abidjan, le Président du Conseil des Ministres de l'UMOA, M. Romuald WADAGNI, Ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, a procédé au lancement officiel du Projet en objet. Ont également participé à la manifestation, des Ministres de l'Union en charge des finances ou de l'habitat, des Chefs d'institutions de l'UEMOA, des représentants de PTF dont la Banque mondiale.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

Le projet a pour objectif d'élargir l'accès au financement du logement à long terme, dans l'UEMOA. Il sera mis en oeuvre sur la base de prêts et d'actions d'assistance technique (voir le rapport annuel BOAD 2017).

2-3 octobre

Journées Portes Ouvertes de la BOAD à Dakar (Sénégal)

Les 2 et 3 octobre, la Banque a organisé des journées Portes Ouvertes à Dakar, au Sénégal.

L'objet de la manifestation était de faire connaître davantage les produits et services de l'institution, de promouvoir encore plus son image, et de renforcer le lien de proximité avec le public cible de cet Etat membre.

La rencontre a successivement revêtu deux formes : i) d'abord celle d'un atelier d'information, à l'endroit des journalistes et des collectivités territoriales, sur la stratégie et l'engagement de la BOAD en matière de finance climat ; ii) ensuite celle d'une séance d'échanges avec les acteurs du secteur privé.

Globalement, elle a mobilisé plus de 100 participants représentant l'administration publique, des institutions financières nationales ou internationales, des organismes publics ou privés, des entreprises, ainsi que des professionnels de médias.

13 novembre

Inauguration de la Cité BOAD

Le Président de la BOAD et le Ministre togolais de l'Economie et des Finances ont inauguré, à Lomé, la Cité BOAD construite par la Banque en faveur de son personnel, sur décision de son Conseil d'Administration.

La mise en oeuvre de cet important projet immobilier s'inscrit dans le cadre de la politique d'émulation et de motivation du Personnel, de même que dans le cadre d'actions sociales visant à assurer un environnement de vie sécurisé aux agents. Elle relève également d'une dynamique d'accompagnement de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain du pays hôte.

Réalisée à Baguida, à 14 km du centre-ville, sur un site d'une superficie de 7,62 ha appartenant à la Banque, la Cité comprend : i) 134 villas entièrement sécurisées et connectées, ii) 3,50 km de voiries et réseaux divers (routes bitumées, caniveaux couverts, électricité et éclairage public, adduction d'eau potable, connexion à la fibre optique), iii) des infrastructures sportives et sociales (centre de loisirs) construites sur un terrain de 8 000 m² mis à disposition par la République Togolaise, et iv) 1,26 km de voies limitrophes bitumées.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

14-15 novembre

**Commémoration du 45^{ème} anniversaire de la
 BOAD et forum sur l'énergie solaire dans
 l'économie des pays de l'UEMOA**

La cérémonie d'ouverture de cette commémoration a été rehaussée par la présence de Son Excellence M. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, de même que par celle de M. Komi Sélom KLASSOU, Premier Ministre du Togo, représentant le Chef de l'Etat Togolais.

Les travaux du Forum ont été organisés autour de trois panels qui ont respectivement porté sur les thèmes ci-après : i) faire décoller et développer l'économie du solaire en zone UEMOA, ii) finance climat et mobilisation de ressources, iii) témoignages croisés sur fond d'expérience.

Des conclusions issues de ce Forum font l'objet de la partie thématique de ce rapport annuel.

20 novembre

**Atelier de validation du rapport d'évaluation du
 portefeuille de projets non marchands financés,
 de 2000 à 2015, par la BOAD au Togo**

Cet atelier, organisé au siège de la Banque, avait pour objectifs de susciter des échanges autour des principales conclusions et recommandations formulées dans le rapport d'évaluation. Il s'est également agi de partager les expériences des participants sur les problématiques soulevées par l'évaluation, et finalement de convenir des conditions de validation du rapport.

Au terme des échanges, les participants (une quarantaine) se sont félicités de l'initiative d'une telle évaluation et ont validé le rapport soumis.

5-6 décembre

**Maintien de la certification ISO 27001 du
 Système de Management de la Sécurité de
 l'Information**

La Banque a passé avec succès l'Audit de Surveillance n°2 de son Système de Management de la Sécurité de l'Information, réalisé par l'Organisme de Certification AFNOR. Ceci lui a permis de maintenir sa Certification ISO 27001, Version 2013.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

17 décembre

**Participation à la réunion du Groupe consultatif
 sur le financement de la phase II du Plan Sénégal
 Emergent (PSE)**

Le 17 décembre à Paris, la Banque a participé à la réunion du Groupe consultatif pour le financement de la phase II du PSE. La manifestation a été organisée par le Gouvernement du Sénégal, au Bureau régional de la Banque mondiale.

La rencontre, qui visait une mobilisation des partenaires du Sénégal, de même que celle d'autres investisseurs publics ou privés, pour le financement de la deuxième phase du PSE, a été couronnée de succès.

19 décembre

111^{ème} session ordinaire du CA de la BOAD

3 projets ont été approuvés pour un montant de 15, 21 Milliards de FCFA lors de la 111^{ème} réunion du conseil d'administration de la BOAD tenue à Dakar (Sénégal) portant à 5 308,71 milliards FCFA, le cumul des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le début de ses activités.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

1

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Cultivateur à Molodo au Mali



LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES



La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,7% en 2018



Le taux de croissance de la zone UEMOA s'est établi à 6,6% en 2018



L'Union Africaine aspire, à travers son agenda 2063 à « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable »

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL****2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

« En Afrique subsaharienne, la croissance s'établirait à 2,9% en 2018, tout comme en 2017, en partie due à une amélioration des perspectives de croissance au Nigéria sous l'influence positive d'un redressement de la production et des cours du pétrole. »

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,7% en 2018, contre 3,8% en 2017. Cette légère baisse résulte en partie d'un ralentissement de l'activité, notamment en Allemagne, en lien avec l'introduction de nouvelles normes anti-pollution dans l'industrie automobile, et en Italie, du fait des risques souverains et financiers qui ont pesé sur la demande intérieure. Les augmentations de droits de douane aux Etats-Unis et en Chine au cours de l'année 2018 ont également eu des impacts négatifs sur le niveau de l'activité mondiale.

Dans les pays avancés, la croissance devrait s'établir à 2,3% en 2018 contre 2,4% en 2017, en liaison avec la baisse de l'activité dans la zone euro, soit 2,4% en 2017 et 1,8% en 2018. Aux Etats-Unis, par contre, la croissance atteindrait 2,9% en 2018 contre 2,2% en 2017.

Les pays émergents et en développement connaissent également une légère diminution de leur croissance, laquelle se situerait à 4,6% en 2018 contre 4,7% en 2017, malgré une accélération de l'économie indienne (7,3% en 2018 contre 6,7% en 2017). En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018, en lien notamment avec le durcissement de la réglementation du secteur financier, le fléchissement de la demande extérieure et les tensions commerciales avec les Etats-Unis.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'établirait à 2,9% en 2018, tout comme en 2017. Cette situation serait en partie due à une amélioration des perspectives de croissance au Nigéria (1,9% en 2018 contre 0,8% en 2017), sous l'influence positive d'un redressement de la production et des cours du pétrole. En Afrique du Sud, cependant, la croissance ressortirait à 0,8% en 2018 contre 1,3% en 2017, en liaison avec le climat d'incertitude à l'approche des élections générales de 2019.

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

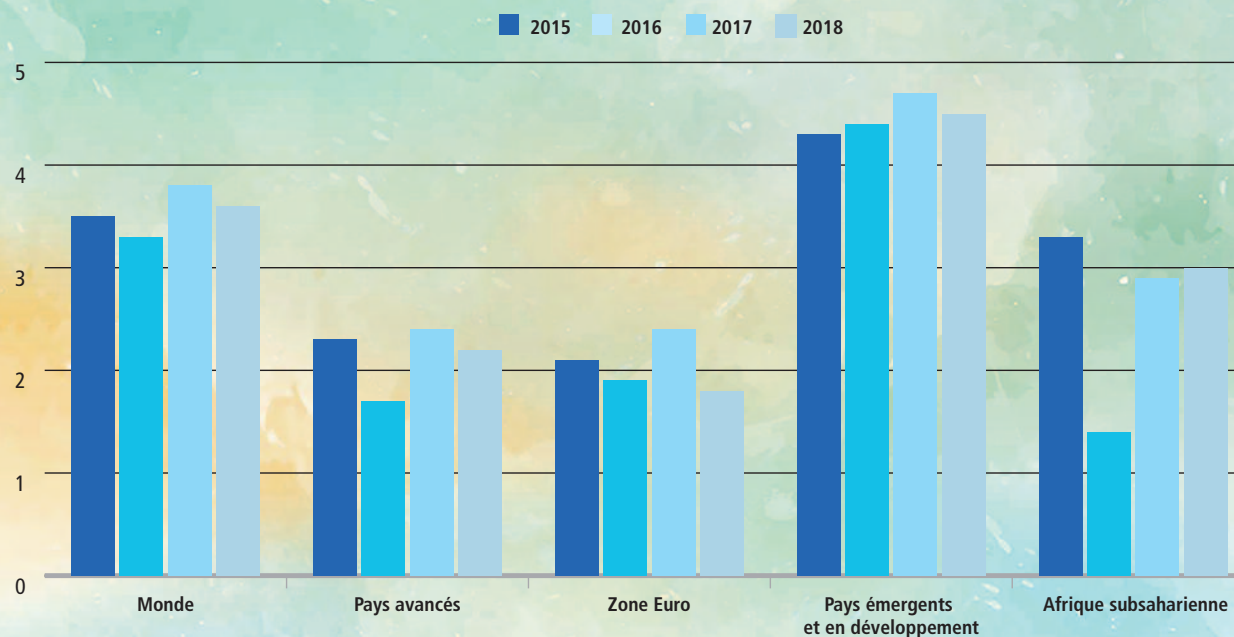
SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

Graphique 1
Evolution de l'activité économique sur la période 2015-2018



Sources : WEO (FMI, janvier 2019)

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

2 ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

« La zone UEMOA réalise depuis 2012 des performances économiques appréciables, dans un contexte de maîtrise de l'évolution des prix, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,3%, sensiblement supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne. »

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018


THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

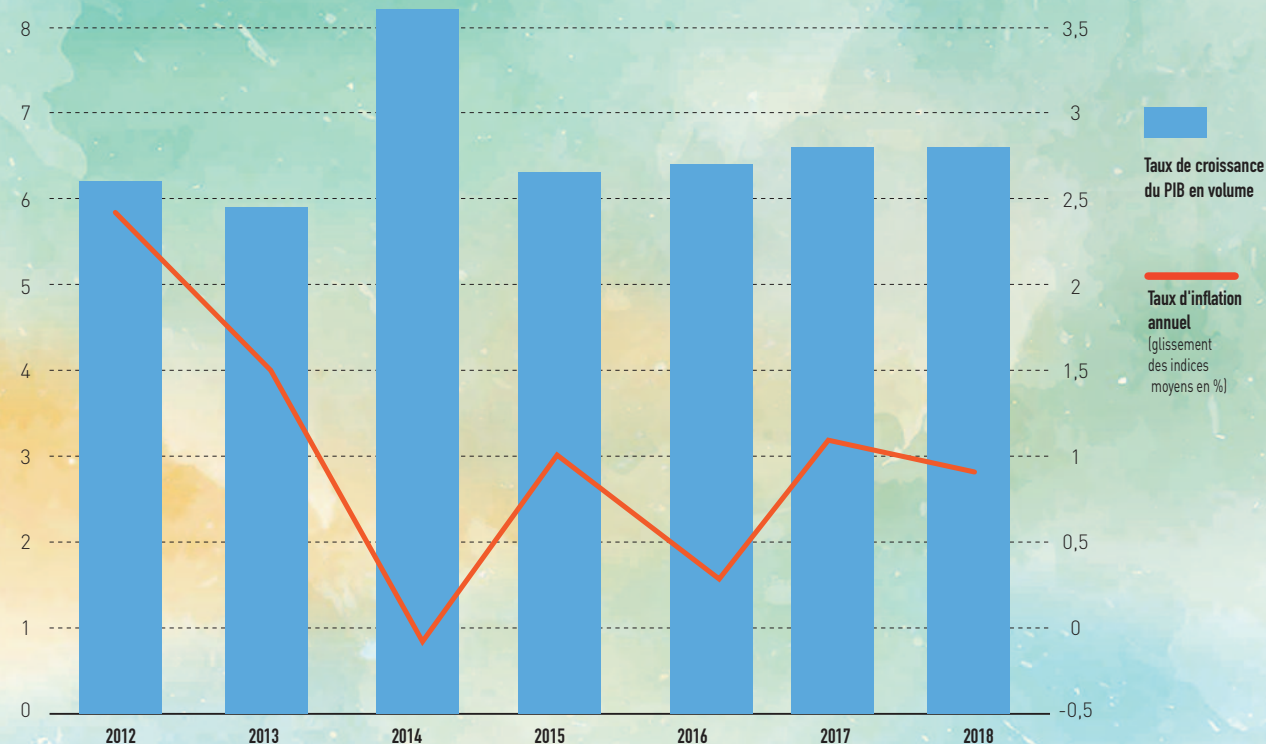
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

2.1. SITUATION ECONOMIQUE

La zone UEMOA réalise depuis 2012 des performances économiques appréciables, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,3%, sensiblement supérieur à celui

de l'Afrique subsaharienne, qui ressort à 3,3%. Ces performances s'inscrivent dans un contexte de maîtrise de l'évolution des prix (cf. graphique ci-après).

Graphique 2  Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation de la zone UEMOA



Source : Commission de l'UEMOA, Rapport d'exécution de la Surveillance Multilatérale, déc. 2018

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Pour l'année 2018, le taux de croissance dans la zone s'établirait à 6,6% comme en 2017. Une tendance haussière du taux de croissance est attendue dans tous les États membres et serait portée par une amélioration des performances de tous les secteurs.

La bonne tenue du secteur primaire serait en rapport avec des conditions climatiques favorables et la poursuite des efforts d'investissement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole dans les États membres. Au niveau du secteur secondaire, l'activité serait stimulée par une bonne tenue des Bâtiments et Travaux Publics, en liaison avec la poursuite des travaux de construction d'infrastructures de base et les bons résultats obtenus dans les industries extractives. Les performances du secteur tertiaire seraient notamment portées par le commerce, les transports et les télécommunications.

Par pays, le taux de croissance en 2018 se présenterait comme suit : Bénin (6,8%), Burkina (6,7%), Côte d'Ivoire (7,7%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (5,1%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,8%).

La hausse des prix est restée modérée en 2018, au regard de l'évolution des cours des produits alimentaires sur le marché international, du niveau des cours du pétrole et des perspectives de production vivrière dans la région.

Pour 2019, les perspectives indiquent un taux de croissance qui se situerait à 7,0%, légèrement au dessus de la performance de 2018 (+6,6%).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

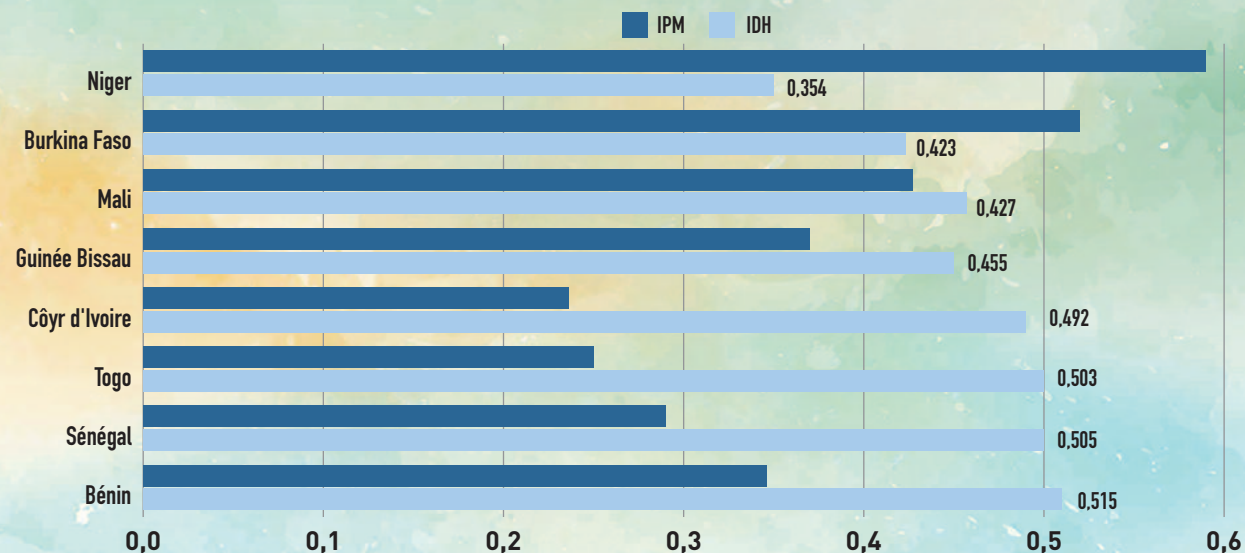
2.2. DEVELOPPEMENT HUMAIN

En dépit d'une croissance soutenue sur sept années consécutives, de l'ordre de 6,3% en moyenne, la zone UEMOA, à l'instar de nombreux pays africains, est confrontée à une persistance de la pauvreté, qui entrave le processus de développement durable.

Selon le rapport sur le développement humain 2018 du PNUD, au nombre des principaux facteurs explicatifs de la stagnation susvisée, il y a la pénurie d'emplois de qualité en particulier pour les jeunes, les inégalités de tous genres, la croissance démographique, un accès limité aux services sociaux de base (éducation,

santé, eau potable et assainissement, etc.) ainsi qu'aux moyens de production. Les Etats membres sont depuis 1990 classés parmi les pays à développement humain faible ; avec en 2017, un indice de développement humain¹ (IDH) qui varie entre 0,354 pour le Niger et 0,515 pour le Bénin (cf. graphique ci-après), en dessous de la moyenne subsaharienne (0,537). Les pays qui ont un IDH plus élevé sont également ceux qui enregistrent un plus faible niveau de pauvreté multidimensionnelle, comme l'indique le graphique 3 (Bénin, Sénégal et Togo).

Graphique 3
Niveaux de l'IDH et de l'indice de pauvreté multidimensionnelle² (IPM) en zone UEMOA



Source : Rapport sur le développement humain 2018 du PNUD

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

¹ L'indice de développement humain est un indice composite, qui prend en compte trois dimensions fondamentales du développement humain, à savoir l'espérance de vie à la naissance ; l'accès à l'éducation et le revenu national brut par habitant.

² L'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM) identifie de multiples privations au niveau des ménages, en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Consciente des défis auxquels font face les pays africains, l'Union Africaine aspire, à travers son agenda 2063, adopté en 2015, à « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ». C'est dans ce cadre qu'elle a produit en 2018, en collaboration avec l'OCDE, un rapport sur les dynamiques du développement en Afrique, en vue de susciter un dialogue sur les politiques et d'approfondir les réflexions.

Avec comme thème « Croissance, emploi et inégalités », le rapport susvisé met en évidence la persistance des inégalités ainsi que celle de la pénurie d'emplois de qualité sur le continent, malgré une croissance solide. Ce rapport propose par ailleurs de nouvelles stratégies de développement.

Le rapport indique que la croissance en zone UEMOA est soutenue par la consommation privée et l'investissement public. Toutefois, la consommation privée reste fortement dépendante des importations, l'offre locale de biens et services étant très limitée et non accompagnée par un processus d'industrialisation et de transformation.

Le marché de l'emploi y est dominé par l'informel, qui regroupe en grande partie les activités instables et à faible productivité. Le secteur agricole reste celui qui offre le plus d'emplois dans l'Union, suivi de celui des services.

Le chômage touche principalement les jeunes. Il s'explique non seulement par des facteurs³ structurels et socio-politiques, mais aussi par une inadéquation des compétences avec les besoins du marché, de même que par un faible niveau de formation.

S'agissant des inégalités, l'écart moyen entre l'IDH (0,46) et l'IDHI (0,30) traduit bien une perte en développement humain causée par les inégalités. Toutefois, les inégalités de revenus sont en légère baisse dans la zone UEMOA, puisque l'indice de GINI⁴ est passé en moyenne de 0,43 sur la période 1990-1995 à 0,41 entre 2010 et 2015. Les inégalités entre hommes et femmes, notamment en ce qui concerne l'accès aux opportunités économiques et sociales, persistent, nonobstant les politiques mises en œuvre pour y faire face.

Pour assurer une croissance soutenue, durable et inclusive en zone UEMOA, il est proposé la mise en œuvre de stratégies de développement en trois axes principaux :

• **Développer les liens zones urbaines - zones rurales, pour créer des emplois en stimulant les économies locales par :**

- i) la définition et la mise en œuvre de stratégies industrielles favorisant les activités liant les producteurs agricoles ruraux, les producteurs industriels et les consommateurs urbains, notamment dans le cadre de chaînes de valeurs agroalimentaires,
- ii) le renforcement des infrastructures et la création de corridors (nationaux et transfrontaliers),
- iii) la sécurisation foncière et l'accès équitable aux terres, pour réduire les risques de conflits et ralentir l'exode rural des jeunes,
- iv) de bonnes politiques de redistribution de la richesse.

• **Mettre à niveau la capacité d'offre locale en produits de consommation et services, grâce :**

- i) au regroupement d'entreprises,
- ii) à des programmes de microfinance, de formation et d'appui à l'innovation, pour aider les microentreprises à améliorer leur productivité et leurs revenus. Les politiques d'éducation devraient soutenir l'investissement dans le capital humain et intégrer une formation entrepreneuriale dans l'enseignement formel, afin d'éveiller l'esprit d'entreprise chez les jeunes. L'économie locale pourrait aussi s'améliorer, en changeant la structure et la destination des exportations (dominées par des matières premières), de même que des importations (dominées par les biens de consommation finale).

• **Améliorer les capacités des institutions, le cadre réglementaire des entreprises et la fiscalité, dans le but d'attirer des investissements :** les États devraient continuer à créer un environnement favorable aux affaires, à l'investissement et à l'accumulation de capital (lutte contre la corruption, la fraude, l'évasion fiscale et le détournement de fonds publics).

³ Il s'agit de facteurs tels que : les obstacles à la création et au développement d'entreprises, les distorsions sur le marché du travail, l'instabilité politique, etc.

⁴ Indice qui permet d'apprécier les inégalités dans la distribution des richesses d'un territoire. Il est compris entre zéro (situation d'égalité parfaite) et un (situation d'inégalité parfaite).

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
 DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

2

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2018

Unité de production de la société
 Pharmivoire (Côte d'Ivoire)



426,8 milliards FCFA de
 financements ont été
 consentis par la Banque
 en 2018



252,3 milliards FCFA ont
 été investis en 2018
 dans le renforcement des
 infrastructures de base



30% des engagements
 cumulés à fin 2018 ont
 été engagés en faveur
 de projets régionaux
 d'intégration économique

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

1 TABLEAU D'ENSEMBLE

En 2018, la Banque a consenti des financements d'un montant total de 426,8 milliards FCFA, dont 380 milliards FCFA sous forme de prêts à moyen et long termes et 31 milliards FCFA de concours à court terme.

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Suivant le secteur, les financements de l'année se répartissent comme suit :

Tableau 1

RÉPARTITION DES APPROBATIONS⁵ (court, moyen. et long termes) PAR SECTEUR EN 2018

	Approbations (Mds FCFA)	Nombre d'opérations	% Approbations
SECTEUR NON MARCHAND (a)	246,7	22	57,8
SECTEUR MARCHAND (b = i + ii)	180,1	21	42,2
public marchand (i)	70,6	8	16,5
privé (ii)	109,5	13	25,7
TOTAL (a+b)	426,8	43	100

⁵ Y compris les prises de participation

Les financements directs, d'un montant de 393,3 milliards FCFA (soit 92% des approbations), contribueront à la réalisation de nouveaux projets d'investissement, en particulier dans les transports, l'énergie électrique, l'eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire, l'industrie et les services.

Les lignes de refinancement représentent un montant de 20 milliards FCFA, soit 4,7% des concours de l'année. Elles visent à renforcer les capacités productives des PME-PMI, à travers les institutions financières nationales.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

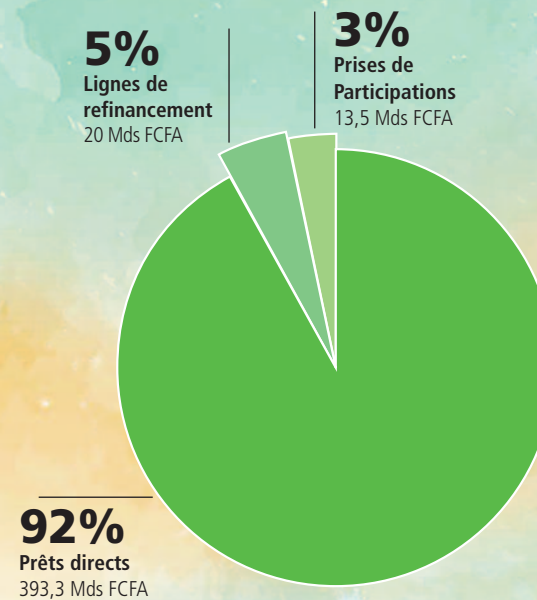
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

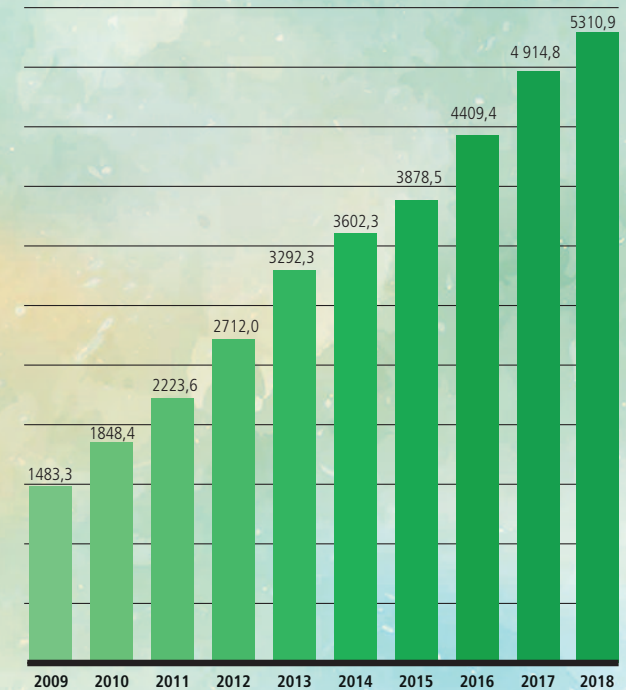
Graphique 4

**RÉPARTITION DES APPROBATIONS PAR TYPE
DE FINANCEMENT EN 2018** (en milliards FCFA)



Graphique 5

**ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS NETS
CUMULÉS DE LA BOAD** (en milliards FCFA)



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Quatre participations, d'un montant total de 13,5 milliards FCFA, ont été prises en faveur de fonds d'investissement intervenant dans la région, à savoir CAURIS IV, AFIG II, ECP Africa IV et ADIWALE I. Par ailleurs, la Banque a pris une participation au capital de la Banque Régionale des Marchés (BRM) Holding SA, en création, à hauteur de 326,4 millions FCFA, par le transfert partiel d'actions détenues dans le capital de la BRM.

Les nouveaux financements accordés portent le cumul des engagements nets de la Banque à 5311 milliards FCFA au 31 décembre 2018, pour 1 149 opérations.

Les financements cumulés en faveur de projets régionaux d'intégration économique s'élèvent à 1601,8 milliards FCFA, soit 30,2% des engagements à fin décembre 2018.

S'agissant de l'arrangement de financement, les demandes de levée de fonds ont conduit à la mobilisation d'un montant de 68 milliards FCFA au profit de mandants.

En ce qui concerne la préparation de projets, des concours d'un montant de 2,3 milliards FCFA ont été consacrés à la réalisation d'études de faisabilité. Cela porte le cumul de cette catégorie de concours à 31,2 milliards FCFA, à fin décembre 2018.

ENCADRÉ 1

Le financement d'études de projets

En 2018, en réponse à des requêtes pour avances de fonds d'études, la Banque a financé sept études de projets publics, pour un montant total de 2,3 milliards FCFA. Ce type de financements octroyés aux différents Etats membres, à un taux de 1,5%, a, en 2018 bénéficié, à six Etats : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Les études visées ont pour objet d'assurer la préparation des projets, en vue de leur financement éventuel par la BOAD. Elles permettront, dans divers domaines, de porter à maturité des projets, notamment dans les domaines de l'entrepreneuriat artisanal, des aménagements hydroagricoles, du transport fluvial, de la protection et de la valorisation de ressources en eau.

Au cours du quinquennat 2013-2017, la Banque a accordé aux Etats membres de l'UEMOA des avances de fonds d'un montant global de 11,2 milliards FCFA, pour le financement de 41 études opérationnelles, dans divers secteurs.

La situation des études visées ci-avant se présente comme suit : i) huit (08) études sont achevées, pour un mon-

tant total de 2,3 milliards FCFA ; ii) dix-sept (17) sont en cours de réalisation, pour un montant total de 3,6 milliards FCFA ; iii) quatorze (14) études, d'un montant total de 4,8 milliards FCFA, sont au stade de sélection des Consultants ; et iv) deux (02) études correspondant à un montant global de 440 millions FCFA, sont en cours d'annulation, suite à leur financement par un autre bailleur.

(à suivre page 30)

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 1 (SUITE)

Les études achevées ont permis de préparer : i) sept (07) projets effectivement financés par la BOAD, pour lesquels les avances de fonds précédentes ont été intégrées ou sont en cours d'intégration dans les prêts-projets correspondants ; ii) un (01) projet financé en définitive par d'autres bailleurs de fonds et pour lequel l'avance de fonds consentie fera l'objet d'une demande de remboursement auprès de l'Emprunteur, conformément à la convention.

Sur une enveloppe globale de 11,2 milliards FCFA octroyée aux États entre 2013 et 2017 pour le financement des études opérationnelles, un montant total de 2,3 milliards FCFA a été récupéré à date, au titre des études achevées et intégrées à des prêts.

Les études financées par la Banque au titre de l'exercice 2018 portent à 13,5 milliards FCFA, le montant global consacré au financement des études sur les six (6) dernières années d'activités de la Banque*.

Entre 2013 et 2018, 13,5 milliards FCFA, ont été consacrés au financement des études de projets publics

En termes d'enseignements, les activités de suivi et d'évaluation conduites par la Banque révèlent que l'existence d'études de qualité en amont du cycle de projet réduit les difficultés dans l'exécution des projets et favorise la durabilité des infrastructures.

La poursuite du financement d'études par la Banque, afin de renforcer la qualité de mise en œuvre et la durabilité des infrastructures s'avère ainsi comme une nécessité. Aussi, le Conseil des Ministres de l'UMOA a-t-il renouvelé, en décembre 2018, la chaîne de dotation de six ans, afin de soutenir les activités de la Banque dans le domaine.

*La dotation en ressources de cette catégorie d'activités est basée sur des chaînes d'allocations renouvelées tous les 6 ans.

Au 31 décembre 2018, les décaissements annuels se sont élevés à 292,5 milliards FCFA, contre 309,6 milliards FCFA en 2017.

A la même date, le cumul global des décaissements ressortait à 3308,0 milliards FCFA, correspondant à un taux de décaissement cumulé de 62,3% (décaissements cumulés / engagements cumulés).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

2 RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Suivant la nomenclature des axes d'intervention prévus dans le Plan stratégique 2015-2019, les réalisations de la Banque au cours de l'année 2018 se présentent comme suit.

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.1. ACCELERATION DE L'INTEGRATION REGIONALE PAR UN FINANCEMENT SOUTENU DES INFRASTRUCTURES

Dans le cadre de son appui aux efforts d'intégration des économies de l'Union, deux catégories complémentaires d'actions sont généralement menées : le financement de projets régionaux et le suivi d'activités régionales, en synergie avec les autres institutions ou organes communautaires.

A. DEVELOPPEMENT ET INTERCONNEXION D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Dans le domaine des infrastructures de transport, la Banque a accordé des concours d'un montant total de 38,7 milliards FCFA pour la réalisation de trois projets intégrateurs de transport, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

- Dans le sous-secteur du transport routier, des financements d'un montant de 35 milliards FCFA ont été consentis, d'une part au Mali, pour la construction d'un échangeur, d'un viaduc, ainsi que pour l'aménagement de voiries dans la ville de Sikasso, et d'autre part au Niger, pour le bitumage de la voirie de Zinder, qui constitue un maillon de la route transsaharienne reliant Alger à Lagos.
- Dans le sous-secteur portuaire, une contribution de 3,7 milliards FCFA a été apportée pour l'extension du port sec de Bobo Dioulasso au Burkina Faso. Ce projet permettra de soutenir la croissance des flux d'échanges entre les pays de la sous-région et les ports maritimes.

Ces financements permettront la mise en place d'un linéaire global de 18,4 km ; ils contribueront à un progrès dans l'intégration régionale, notamment par i) l'amélioration de la fluidité du trafic sur des axes communautaires inscrits dans le PACITR, une composante du PER II et ii) un développement des échanges intra-régionaux.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**B. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES
ET PROGRAMMES REGIONAUX**

En collaboration avec les autres institutions ou organes communautaires de l'Union, la Banque contribue à la mise en route puis au suivi de différents programmes retenus au niveau communautaire. Il s'agit de programmes tels que : le PER II, l'IRED, le programme de sécurité alimentaire, le Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO, le Programme Indicatif Régional (PIR) du 11^{ème} FED et le Projet de Centres de Soins Spécialisés de Haut Niveau (PCSSH) de l'UEMOA.

Au titre du PER II, la Banque participe au processus de mise en place d'un fonds fiduciaire multidonateurs d'appui au financement de projets inscrits au PER. Dans ce cadre, la Banque a notamment proposé un projet de Décision pour la création du Fonds. Le document transmis à d'autres membres du Comité de Pilotage ad hoc, est en cours d'examen en vue d'une finalisation et d'une adoption des textes du fonds (Décision de création et document de plaidoyer auprès des PTF). Par ailleurs, les diligences se poursuivent pour l'élaboration d'une nouvelle phase du PER.

Certains projets du PER ont bénéficié d'une bonification de taux d'intérêt, dans le cadre de l'Aide Budgétaire de la France (ABG) à l'UEMOA. La BOAD a finalisé les projets d'Accords de don tripartite y relatifs (Commission-BOAD-

Etats membres), pour le Bénin, le Burkina, le Mali, le Sénégal et le Togo. Toutes ces conventions tripartites ont été signées.

La Banque a également pris part à l'atelier de validation du rapport provisoire de l'évaluation de l'aide budgétaire globale française à l'UEMOA, tenu du 10 au 14 décembre 2018 à Lomé (Togo). Une partie de cette aide a servi à la bonification de prêts BOAD consentis aux Etats.

En rapport avec l'IRED, les actions de la Banque ont porté sur la gestion du FDE, notamment la poursuite de l'exécution des projets financés par ce Fonds. A fin décembre 2018, le niveau des décaissements s'est établi à 132,1 milliards FCFA, soit 76,9% du montant total engagé.

Par ailleurs, la Banque a contribué à la préparation ainsi qu'à l'organisation des réunions du Comité Technique, du Comité de Pilotage et du Conseil des Donateurs.

Au titre du programme de sécurité alimentaire, la Banque a participé à la 7^{ème} réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CHN-SAN) dans l'espace UEMOA, que préside le Chef de l'Etat du Niger, S.E. M. Issoufou MAHAMADOU. Ladite réunion s'est tenue du 5 au 10 juillet 2018 à Niamey au Niger ; elle avait pour objectif d'identifier des voies adaptées pour promouvoir la sécurité alimentaire ainsi que la transformation durable de l'agriculture dans l'espace UEMOA.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Il en est notamment ressorti les recommandations ci-après : i) appuyer le mécanisme régional de suivi-évaluation et d'analyse des impacts des plans nationaux de réponses, en vue de mieux orienter la prise de décision dans le domaine ; ii) promouvoir des cadres institutionnels et réglementaires d'encadrement et de coordination efficaces des interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, puis de la résilience (code de bonnes conduites) ; iii) accompagner les Etats membres dans la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des Plans Nationaux de Réponses et des Plans de Gestion de la Transhumance ; iv) accompagner les Etats membres dans la mobilisation des ressources nécessaires pour intensifier la mise en œuvre de programmes structurants.

En ce qui concerne le Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO, à la suite de l'adoption du Document régional de stratégie, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a instruit la Commission de la CEDEAO d'initier des actions permettant la mobilisation des ressources nécessaires au financement. A cet effet, le principe de l'organisation d'une Table ronde avait été retenu.

Au titre du Programme indicatif régional (PIR) du 11^{ème} FED, la BOAD a pris part, en juin 2018 à Bruxelles, à la 5^{ème} réunion du Comité d'Orientation Stratégique (COS) du PIR-11^{ème} FED. Au cours de la réunion, le COS a réaffirmé sa

volonté de voir les Banques de développement prendre part à la gestion déléguée des fonds de l'UE, si elles ont satisfait aux exigences tenant à « l'audit des 07 piliers ».

Enfin, dans le cadre du Projet de Centres de Soins Spécialisés de Haut Niveau (PCSSHN) de l'UEMOA, la Banque et la Commission de l'UEMOA avaient retenu, lors d'une rencontre en date de janvier 2018, de mettre en place un cadre de concertation. Un projet de termes de référence afférent audit cadre a fait l'objet de partage entre les deux institutions. Les 25 et 26 octobre 2018, à Lomé, les deux institutions ont en outre organisé une rencontre pour la formalisation du cadre de concertation et la définition d'une feuille de route visant la mise en œuvre du projet.

Pour ce qui est des ressources disponibles pour le financement des études nécessaires à la réalisation du projet de CSSHN, deux sources ont été identifiées : le Fonds d'études de la BOAD et des ressources pouvant provenir des partenaires. Pour le Fonds de la BOAD, il est envisagé, au titre de 2019, un montant global d'environ 2,3 milliards FCFA pour le programme annuel d'avances de fonds pour études. Eu égard aux capacités limitées de ce Fonds d'études, la BOAD s'est approchée de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), qui s'intéresse à ce type d'initiatives. Les concertations se poursuivent.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.2. SOUTIEN A LA CROISSANCE INCLUSIVE, A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE

A l'instar de l'an passé, les financements de la Banque en faveur d'une croissance inclusive et durable ont été importants. En la matière, les interventions ont notamment porté sur le renforcement des infrastructures de base et la promotion du développement durable.

A. DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES DE BASE

En vue d'un renforcement des infrastructures de base, des concours d'un montant total de 252,3 milliards FCFA ont été mis en place. Ils serviront aux besoins ci-après : i) développer des aménagements hydroagricoles, de même que des voiries et l'assainissement, ii) favoriser l'électrification, tant urbaine que rurale, iii) accroître l'accès des populations à l'eau potable, iv) mettre en place des installations relevant de secteurs sociaux (habitat social, éducation), v) dynamiser des économies locales.

En matière d'aménagements hydroagricoles, deux projets, d'un montant global de 25,5 milliards FCFA, ont été approuvés, respectivement en faveur de la Côte d'Ivoire et du Togo. Ils visent l'aménagement et la réhabilitation d'environ 11 546 ha de terres agricoles, pour une production vivrière additionnelle d'environ 12 600 tonnes, de même que la création de 6 barrages.

Les concours mis en place contribueront à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de même qu'à lutter contre la pauvreté dans les zones d'intervention. Il en est attendu : i) une augmentation de la production agrosylvopastorale

et halieutique, ii) un renforcement des capacités des acteurs, de même que iii) la création de 43 471 emplois directs ou indirects.

En matière de voiries urbaines, de routes inter-urbaines et d'assainissement, six projets ont été soutenus, pour un montant global de 99,5 milliards FCFA. Ils concernent respectivement : i) l'amélioration de la route Kédougou-Fouladou au Sénégal, ii) l'aménagement et le bitumage de la voirie urbaine de Zinder au Niger, iii) l'aménagement et le bitumage de la Boucle du Blouf au Sénégal, iv) le Programme d'assainissement pluvial de Cotonou au Bénin, v) le drainage du Parc Bangr Wéogo au Burkina Faso, (vi) le Programme d'aménagement et de gestion intégrée du Bassin Versant du Gourou en Côte d'Ivoire.

Les projets de routes ou de voiries visés ci-avant représentent un linéaire total de 152 km. Ils contribueront à l'amélioration du cadre de vie, à celle des conditions de transport, de même qu'à un renforcement de l'état du réseau. Il s'en suivra une amélioration de la compétitivité des zones concernées, avec leur désenclavement et une plus grande valorisation de leurs potentialités économiques. Quant aux projets relatifs à l'assainissement, ils

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

permettront la réalisation d'investissements nécessaires pour atténuer durablement le phénomène d'inondation dans des villes de l'Union, et pour améliorer l'environnement urbain. Environ 13 410 mètres linéaires (ml) de collecteurs primaires seront construits.

En matière d'électrification urbaine et rurale, des financements d'un montant global de 22,9 milliards FCFA ont été mis en place, pour la construction d'une centrale thermique diesel de 15 MW à Bor en Guinée Bissau et la réhabilitation d'ouvrages de distribution d'énergie au Burkina Faso.

Ces projets visent à renforcer les capacités productives en matière d'énergie et à améliorer le taux d'accès à l'électricité, dans les pays concernés. Ils devraient par ailleurs permettre de créer environ 7 600 emplois directs ou indirects.

Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable, des concours d'un montant global de 30 milliards FCFA ont été octroyés en faveur de deux projets de renforcement de systèmes d'alimentation en eau potable. L'objectif de ces projets, dont l'un est situé en Côte d'Ivoire et l'autre au Togo, est d'assurer de manière durable un approvisionnement en eau potable de certaines populations relevant respectivement de la ville d'Abidjan et de centres semi-urbains du Togo.

Dans d'autres secteurs sociaux (habitat social, promotion immobilière et éducation), trois projets ont été financés à hauteur de 44,4 milliards FCFA.

Au Bénin, il s'agit de la construction de 944 logements sociaux dans la commune d'Abomey-Calavi. Le projet contribuera à une amélioration du cadre de vie d'environ 7 300 personnes relevant de la population à revenus intermédiaires.

Au Sénégal, deux projets sont concernés : la réalisation de 500 salles de classe en remplacement d'abris provisoires et la construction d'une tour multifonctions de 20 niveaux. Ces projets renforceront d'une part, la qualité en matière d'éducation dans le pays et, d'autre part, l'offre en espace de bureaux, au profit d'au moins 2 300 employés travaillant dans la ville de Dakar.

Dans le cadre d'une dynamisation des économies locales, un montant de 30 milliards FCFA a été octroyé au Burkina Faso, pour le financement de son Programme d'appui au développement des économies locales. Le financement concerné permettra : i) la mise à disposition de kits de développement local intégré, ii) l'arrangement d'une ligne de crédit de 25 milliards FCFA, pour un programme de crédits, iii) le renforcement des capacités de 48 000 unités de productions informelles.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 2

Assainissement et lutte contre les inondations dans les Etats membres de l'UEMOA

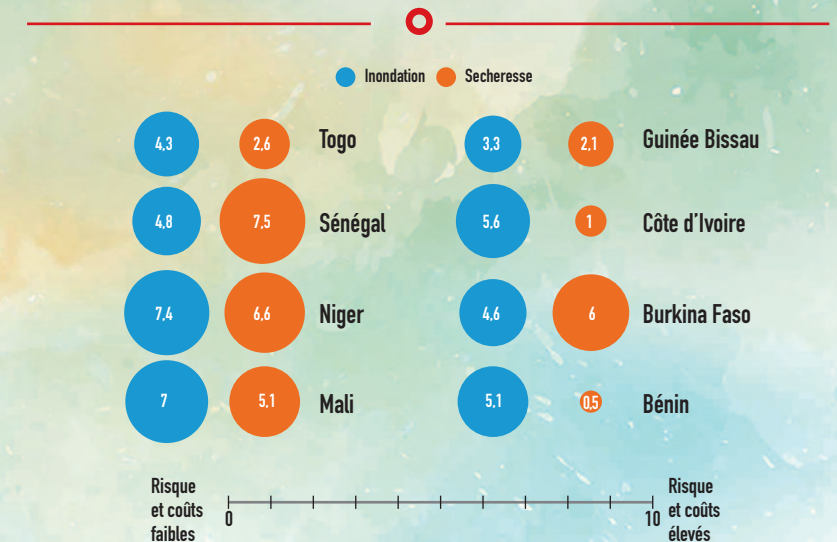
Au nombre des catastrophes naturelles récurrentes en Zone UEMOA, qui contrarient les programmes de développement et occasionnent des pertes importantes, tant dans le domaine public que sur les patrimoines privés, il y a les sécheresses d'une part et les inondations d'autre part. Les inondations suscitent souvent moins d'échos que les sécheresses ; elles n'en demeurent pas moins aussi dévastatrices et coûteuses. Une visualisation proposée par un réassureur à envergure internationale peut être résumée comme suit, en termes de risques par pays.

Par ailleurs, en 2012, une étude de l'OMS indiquait que pour chaque USD (environ 570 FCFA) investi dans l'assainissement, il est obtenu en retour 5,5 USD (3 135 FCFA) provenant de la baisse des dépenses de santé, des gains de productivité et de la diminution du nombre des décès prématurés.

L'assainissement est donc bien un facteur de développement. Pour cette raison, il est inscrit dans les objectifs de développement durable, notamment en rapport avec l'ODD 6. Dans la zone UEMOA, les pays sont régulièrement confrontés aux problèmes d'inondations qui surviennent en saisons des pluies, rendant ainsi les populations très vulnérables. Seulement 26% de ces populations bénéficiaient d'un service d'assainissement élémentaire en 2015⁶.

En droite ligne avec son objectif de soutien au développement durable et à la croissance inclusive, notamment par une contribution au renforcement des infrastructures de

base, la BOAD a, au cours de l'année 2018, contribué au financement de trois projets d'assainissement, pour un montant global de près de 60 milliards FCFA. Les opérations



Source : Données Swiss Re, Cotation selon l'index for Risk Management sponsorisée par Inter-Agency Standing Committee (IASC)

⁶ Source : Rapport « Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène : mise à jour 2017 et estimations des ODD » de l'Organisation Mondiale de la Santé

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 2 (suite)

concernées sont celles-ci-après : i) le programme d'assainissement pluvial de la ville de Cotonou au Bénin, ii) le programme d'aménagement et de gestion intégrée du Bassin Versant du Gourou en Côte d'Ivoire, et iii) le projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou : drainage du Parc Bangr Wéogo au Burkina Faso.

Le programme d'assainissement pluvial de Cotonou a pour objet la construction d'environ 13.410 mètres linéaires de collecteurs primaires à Cotonou, dans onze (11) bassins versants répartis entre Cotonou Est et Cotonou Ouest, de même que le pavage de quelques sections de support desdits collecteurs.

Les investissements à réaliser visent à éviter durablement le phénomène d'inondation dans les bassins

versants concernés, et à améliorer l'environnement urbain, pour faciliter la circulation des usagers et la conduite des activités économiques dans les zones concernées. La contribution de la Banque à la réalisation de la tranche d'urgence du programme est de 20 Mds FCFA.

En Côte d'Ivoire, l'objectif du programme d'aménagement et de gestion intégrée du Bassin Versant du Gourou est de contribuer au renforcement ainsi qu'à la sécurisation du réseau d'assainissement du District d'Abidjan, en améliorant les conditions socioéconomiques et sanitaires des populations des quatre (04) communes couvertes par le bassin du Gourou, à savoir Abobo, Adjamé, Cocody et Plateau. La réalisation de ce programme permettra de résoudre les problèmes d'inondations récurrents en plein cœur d'Abidjan, à travers la mise en place d'un

système d'assainissement des eaux usées, de drainage des eaux pluviales et la construction d'un réseau de voiries. La Banque a contribué au financement de la première phase du programme pour un montant de 29,5 Mds FCFA.

Concernant enfin le projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou, scindé en quatre (04) phases, la Banque avait déjà mis en place deux (02) prêts d'un montant total de 18 Mds FCFA, en 2010 puis 2012. La troisième phase, financée à hauteur de 10 Mds FCFA en 2018, a pour objet l'aménagement de l'exutoire à l'intérieur et en aval du Parc Bangr Wéogo, par le recalibrage de plusieurs marigots. Elle permettra de réduire de manière significative l'effet des inondations dans le parc urbain Bangr Wéogo, tout en renforçant la pérennisation des investissements déjà réalisés.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

B. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Différentes activités ont été poursuivies en vue de l'opérationnalisation de l'accréditation de la Banque auprès des mécanismes financiers de la CCNUCC.

Avec le Fonds d'Adaptation (FA), la BOAD a élaboré et soumis les documents complets de financement relatifs aux opérations ci-après :

- i) le projet régional de promotion de l'agriculture intelligente en Afrique de l'Ouest (14 millions USD), ceci, en partenariat avec l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO ;
- ii) le projet de relèvement du niveau de résilience des acteurs vulnérables du secteur agricole de Mandouri au Togo (10 millions USD).

Le financement du 1^{er} projet sous forme de don a été définitivement approuvé par le Conseil d'administration du FA, en juillet 2018, pour le montant sus-annoncé. La convention de don entre la BOAD et le FA a été signée le 26 décembre 2018.

Avec le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), deux projets ont été soumis à approbation, à la suite de l'accréditation de la Banque obtenue en 2015. Il s'agit :

- i) du projet d'hybridation des moteurs à gasoil de plateformes multifonctionnelles avec des systèmes solaires au Togo, lequel a été approuvé en 2017 pour un finan-

cement sous forme de don d'un montant de 2,7 millions USD. La convention de gestion de don du projet a été signée entre la Banque et l'Etat Togolais, le 12 octobre 2018 ;

- ii) du projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions de POPs. Il est attendu pour ledit projet un financement d'un montant de 18,9 M USD, également sous forme de don. Les études et la proposition complète de financement de ce projet sont en cours d'élaboration, en vue d'une soumission à approbation finale au cours du premier trimestre 2019.

Au titre du Fonds Vert pour le Climat (FVC), la demande de subvention pour la préparation du projet de développement et de mise à l'échelle de 1 500 ha d'aménagements hydro-agricoles, avec des pratiques résilientes au changement climatique au Niger, a été approuvée pour un montant de 439 134 USD. En outre, deux projets ont été préparés et soumis au financement du Fonds. Il s'agit : i) du projet d'électrification rurale solaire au Mali, pour un montant total de 46,2 millions d'euros, et ii) du projet de mécanisme régional de financement pour le climat, destiné à intensifier l'utilisation de l'énergie solaire dans les Pays les Moins Avancés (PMA) d'Afrique Occidentale francophone, pour un montant total de 247 millions d'euros.

D'autres actions ont été également mises en œuvre au cours de l'exercice, en matière d'environnement et de finance climat. Il s'agit de la participation de la Banque aux manifestations ou rounds de négociations ci-après :

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

i) un cycle de deux dialogues structurés du Fonds Vert pour le climat, d'une part avec l'Afrique, à Bamako (Mali), et d'autre part avec les PMA à Addis Abeba (Éthiopie).

La participation de la BOAD à ces rencontres visait notamment à renforcer l'engagement de la Banque avec le Fonds et les États, et à faciliter les interactions sur les pipelines de projets potentiels aux niveaux national et régional. Elle a en outre permis une meilleure compréhension des priorités des différentes parties prenantes et de partager les points de vue ainsi que les expériences d'autres partenaires en matière de préparation et de mise en œuvre de projets climat.

ii) la 24^{ème} COP sur les changements climatiques, tenue à Katowice en Pologne.

Par ailleurs, la dimension environnementale et sociale a été prise en compte dans l'évaluation des projets financés, conformément aux orientations de la politique de l'institution en la matière.

Parallèlement, le Centre Régional de Collaboration (CRC⁷), a appuyé les actions de la Banque, en matière de développement de projets carbone et de finance climat, de même pour la recherche d'une mobilisation de ressources de la Finance climat.

Dans le cadre du développement de projets carbone et de la finance climat, le CRC a ainsi poursuivi son assistance au développement des Niveaux de Référence Normalisés (NRN), notamment par la mise à jour du facteur Non Renouvelable de la Biomasse au Bénin.

Dans le domaine de la mobilisation de ressources de la finance climat, le CRC apporte son assistance aux pays de l'Union, pour le financement de projets disposant d'une composante climatique. Il a également contribué à l'accréditation de la Banque en tant qu'observateur au sein de "l'International Capital Market Associations", dans le cadre du projet d'émission d'obligations vertes.

Par ailleurs, le CRC a, en collaboration avec le Partenariat Cadre de Nairobi, organisé la 1^{ère} édition de la semaine Africaine du Climat, en avril 2018, à Nairobi au Kenya. Avec la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), le Centre a signé un protocole d'accord pour la création d'une académie de formation de jeunes élites africaines sur les questions liées aux changements climatiques, notamment sur les aspects de négociations contenus dans les accords sur les changements climatiques.

⁷ Structure hébergée par la BOAD, et émanant de la coopération avec la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.3. ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES ET DES ÉTATS, DEVELOPPEMENT DE L'INGENIERIE DU FINANCEMENT ET DES SERVICES

A. PROMOTION DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (PPP)

Dans le cadre de la promotion de projets en partenariat public-privé, l'URDPPP a mis en œuvre les principales actions ci-après : i) participation à des chantiers régionaux; ii) préparation d'une étude proposant des instruments financiers innovants de facilitation du financement des PPP dans la zone UEMOA ; iii) renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les PPP au niveau des États membres, iv) création d'une plateforme d'information et d'échanges, v) instruction et promotion de projets PPP, vi) organisation de réunions du Comité Consultatif sur les PPP (CO-PPP).

Au titre des chantiers régionaux, l'URDPPP a participé, en sa qualité de membre du Groupe de Travail PPP de la Commission de l'UEMOA (GT-PPP), aux réunions des Experts sectoriels ainsi qu'à celles des Ministres entrant dans le cadre de l'approbation des projets de Stratégie PPP et de Directive communautaire sur les PPP. En outre, elle a finalisé la première version de deux projets de Règlements portant d'une part, "cadre institutionnel et fonctionnement de l'Unité au niveau régional" et d'autre part, "mise en œuvre des projets PPP régionaux". Ces deux projets de Règlements ont fait l'objet de concertations inter-institutions communautaires, avant leur reversement à la Commission de l'UEMOA pour une soumission au Conseil des Ministres en 2019.

S'agissant par ailleurs de l'étude devant proposer des instruments financiers innovants de facilitation du financement

des PPP dans l'UEMOA, une consultation restreinte est en cours. De même, un consultant a été recruté par la Banque pour la mise en place d'une plateforme d'information et d'échanges.

En ce qui concerne le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les PPP, des techniciens sectoriels évoluant dans les Cellules PPP du Mali et du Sénégal, ont bénéficié de formations qui ont porté des thèmes comme ceux-ci-après : i) l'évaluation socio-économique des projets ; ii) l'analyse financière des projets ; iii) l'analyse quantitative pour la sélection du schéma de réalisation des projets et l'utilisation du modèle financier d'évaluation comparative ; iv) l'analyse qualitative des différents modes de réalisation des projets.

En outre, l'URDPPP a participé, en tant que formateur, à la session de formation organisée par l'École Régionale Supérieure de Magistrature (ERSUMA) et destinée aux acteurs PPP de l'espace OHADA.

Relativement à l'instruction et à la promotion de projets PPP, les projets de ports secs à Kayes et Sikasso (Mali) ainsi que le Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles (Sénégal) ont fait l'objet d'une analyse qualitative et quantitative. L'exercice a permis de réaliser, d'une part, une présélection et d'autre part, une analyse comparative des modes de réalisation de ces projets.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En outre, l'URDPPP a organisé un atelier de validation des études d'Avant-Projet Sommaire (APS) relatives au projet de Parkings Gros Porteurs de part et d'autre de la frontière Bénin - Togo (soit à Sanvecondji et à Hillacondji). Les conclusions et recommandations de l'étude visée ont été transmises aux autorités du Togo et du Bénin pour décisions à prendre avant la poursuite éventuelle du projet.

Dans le même temps, l'Unité a poursuivi les diligences relatives au projet de Centres de Soins Spécialisés de Haut Niveau, en participant aux travaux du Cadre de

Concertation mis en place entre la Banque et la Commission de l'UEMOA.

Enfin, l'URDPPP a organisé la septième session du Comité Consultatif sur les PPP (CO-PPP), celui-ci constituant une plateforme d'échanges d'expériences en matière de PPP dans l'Union. En marge de la rencontre, elle a, en partenariat avec la Commission de l'UEMOA, organisé un atelier de restitution et de dissémination de l'étude relative au renforcement des capacités pour le développement des PPP dans l'UEMOA.

► ENCADRÉ 3

Renforcement des capacités pour le développement des PPP dans l'UEMOA

Une étude relative à cette problématique a été réalisée sur financement de la Banque mondiale avec une participation active de la BOAD.

Pour la zone UEMOA, l'étude vise à :

- i) renforcer le cadre institutionnel régional pour la mise en œuvre des PPP,
- ii) contribuer à l'harmonisation des stratégies en matière de PPP,
- iii) faciliter le développement et la mise en œuvre de projets PPP à l'échelle régionale et nationale.

Trois composantes distinctes l'ont structurée : i) Composante 1 :

Renforcement institutionnel ;
ii) Composante 2 : Constitution d'un portefeuille de projets PPP ;
iii) Composante 3 : Stratégie de financement.

Les travaux sur la 1^{ère} composante présentent l'évaluation des écarts entre le projet de directive régionale et les textes nationaux régissant les PPP. L'analyse de la pratique a permis

d'apprécier l'expérience et les compétences des institutions impliquées dans la mise en œuvre des PPP dans chaque pays et d'identifier les besoins en renforcement de capacités. Le rapport de la composante recommande la définition d'un cadre institutionnel de développement et de mise en œuvre des projets régionaux, ainsi que la mise en place d'un cadre juridique flexible adaptable

(à suivre page 43)

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 3 (SUITE)

aux spécificités de chaque projet et compatible avec les réglementations nationales.

La 2^{ème} composante a permis la constitution d'un portefeuille de projets susceptibles d'être développés en PPP dans l'UEMOA, d'une part et d'autre part l'identification de deux projets prioritaires. L'analyse menée n'a, cependant, permis d'identifier qu'un projet régional au sens de la définition contenue dans le projet de Directive. Par ailleurs, le projet d'aménagement hydroélectrique de Gourbassi au Mali, d'une puissance de 18 MW, qui est porté par l'OMVS, a fait l'objet d'une étude financière approfondie.

La 3^{ème} composante étudie les modalités de financement de PPP en zone UEMOA, afin d'élaborer des recommandations pour la mobilisation de ressources adaptées à chaque phase de développement des projets. Au-delà de la revue des sources de financements disponibles dans la région, cette composante intègre, à ce titre, une analyse détaillée des

instruments de financement pour la préparation des projets.

Un certain nombre de recommandations ont été formulées :

- aligner dans les différents pays, la définition des PPP avec la définition retenue au niveau régional ;
- améliorer la préparation des projets ;
- renforcer l'analyse de la soutenabilité budgétaire des projets PPP ;
- renforcer la comptabilisation des engagements des États ;
- former et accompagner techniquement les différents États dans la structuration de leurs projets ;
- prendre en charge les premières phases de développement des projets, de l'identification jusqu'à la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- privilégier la mise en concurrence et gérer les offres spontanées, conformément à la stratégie régionale ;

- mobiliser des équipes dédiées, disposant d'une bonne expérience des montages PPP ;

- capitaliser sur les ressources des Institutions financières de développement, qui restent les principaux contributeurs au financement des infrastructures en Afrique Subsaharienne ;

- solliciter des sources de financement alternatives (Finance verte, ressources des pays émergents, notamment la finance islamique et les financements asiatiques) ;

- recourir à des instruments de blending finance adaptés au niveau de la rentabilité et du risque de projets (apport de subvention à l'investissement, mobilisation d'outils de garanties ou de couverture de risque) ;

- examiner la rentabilité de chaque projet, afin de définir un schéma de financement adapté.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

B. SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT D'INDUSTRIES ET À L'ÉMERGENCE D'ENTREPRISES D'ENVERGURE RÉGIONALE

En matière de **développement d'industries et d'émergence d'entreprises d'envergure régionale**, quatre (04) prêts directs, d'un montant global de 57,5 milliards FCFA, ont été octroyés. Ils portent sur i) la réalisation de travaux confortatifs de l'hôtel 2 février au Togo, ii) l'extension d'une usine de production de beurre de karité au Burkina Faso, iii) l'implantation d'une unité de production de ciment en Côte d'Ivoire, ainsi que sur iv) l'extension des capacités de production d'une cimenterie au Sénégal.

En ce qui concerne les **lignes de refinancement**, trois (03) opérations d'un montant total de 20 milliards FCFA, ont été réalisées en faveur d'institutions financières de l'Union. Elles permettront d'accroître les capacités d'offre de produits adaptés aux PME-PMI. Par ailleurs, un prêt subordonné de 6,5 milliards FCFA a été mis en place en faveur de NSIA Bank Bénin.

En termes de **prises de participation**, quatre opérations ont été enregistrées, pour un montant total de 13,5 milliards FCFA. Ces opérations ont respectivement visé les fonds CAURIS IV, AFIG Funds II, ECP Africa Fund IV et ADIWALE I. Par ailleurs, la Banque a pris une participation au capital de la Banque Régionale des Marchés (BRM) Holding SA, en création, à hauteur de 326,4 millions FCFA, par le transfert partiel d'actions détenues dans le capital de la BRM.

Relativement au **court terme**, cinq opérations ont été négociées pour un montant total de 31 milliards FCFA. Il s'agit de :

- un prêt de 5 milliards FCFA, en faveur d'une société d'Etat du Mali pour le financement de besoins d'exploitation dans le secteur du textile ;
- un prêt de 6 milliards FCFA au profit d'une société du Burkina Faso, pour l'importation de matières premières (clinker, calcaire et gypse), en vue de la production de ciment ;
- une ligne de 10 milliards FCFA en faveur d'une banque du Burkina, en vue de soutenir les activités d'importation d'intrants agricoles ;
- une ligne de 5 milliards en faveur d'une institution financière sénégalaise, pour le refinancement d'opérations au titre de la campagne agricole 2018-2019 ;
- une ligne de 5 milliards FCFA en faveur d'une banque sénégalaise en vue de contribuer au financement de la campagne arachidière.

Les financements à court terme bénéficient à des secteurs stratégiques et l'essentiel est orienté vers l'agriculture, l'énergie et l'industrie.

Dans le domaine de **l'arrangement de financements**, 68 milliards FCFA ont été mobilisés, notamment en faveur des mandants visés ci-après : i) la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), pour la construction d'une tour multifonctions de 20 niveaux à Dakar, ii) la société PFO Africa Côte d'Ivoire, pour la construction d'une usine de traitement d'eau pour la ville d'Abidjan, iii) l'Etat du Sénégal, dans le cadre du projet de construction de voiries et réseaux divers, à Diamniadio.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

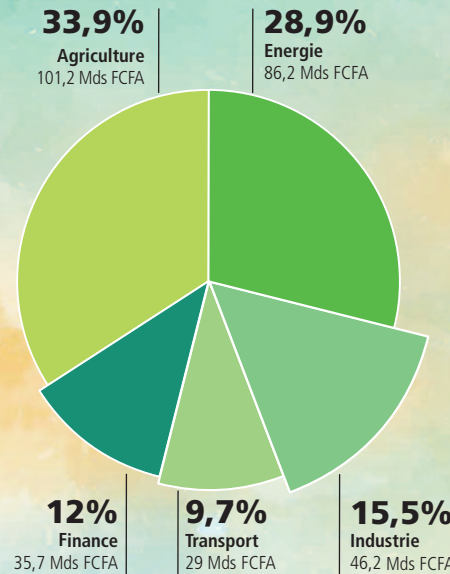
LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

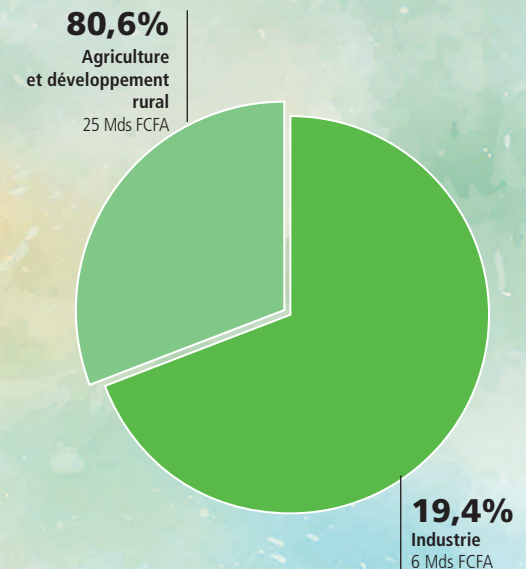
Graphique 6

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES FINANCEMENTS DE COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2018 (EN MDS)

Cumul financements court terme



Financements court terme en 2018



Par ailleurs, des diligences sont en cours, pour la mobilisation de financements d'un montant d'environ 270 milliards FCFA au profit de divers mandants : i) l'Etat du Sénégal, pour le financement du projet de réalisation des travaux de voiries et réseaux divers du pôle urbain de Diamniadio ; ii) Eranove SA, pour la construction d'une centrale thermique d'une capacité de 65 MW au Togo ; iii) Phoenix Properties Investment, pour la construction

d'un hôtel 4 étoiles à Abidjan, sous l'enseigne « Radisson Red » ; iv) la société MK construction et l'Etat de Côte d'Ivoire, pour la réalisation des travaux de renforcement de l'axe routier Kanawolo – Korhogo ; v) l'Etat du Niger, pour des travaux complémentaires relatifs à l'échangeur Hamani Diori et l'aménagement de la zone du marché de Katako.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 4

Soutien au développement de la production de ciment au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Au cours de l'exercice 2018, la BOAD a engagé un montant global de 50 milliards FCFA pour soutenir, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, la réalisation de deux projets cimentiers portant sur une capacité totale de plus de cinq (05) millions de tonnes et un coût global de 320,6 milliards FCFA.

Le premier des deux projets porte sur l'extension des capacités de production de la société Les Ciments du Sahel (CDS) SA, à Kirène au Sénégal. Il s'agit notamment d'installer une troisième ligne intégrée et autonome de production de clinker et de ciment d'une capacité de 2,7 millions de tonnes de ciment par an. La contribution de la BOAD porte sur un montant de 25 milliards FCFA. Ce projet devrait permettre la création d'environ 2 500 emplois au cours de la mise en œuvre et 4 200 emplois au cours de l'exploitation.

Le second projet consiste en l'implantation d'une unité de production de ciment par la société

Ciments de Côte d'Ivoire (CIMI-VOIRE), à Abidjan en Côte d'Ivoire. La capacité de broyage en clinker de l'unité installée sera de 3 millions de tonnes de ciment par an. La contribution de la Banque à son financement porte sur un montant de 25 milliards FCFA. Cet autre projet contribuera à la création de 387 emplois au cours de la mise en œuvre et de 440 emplois au cours de l'exploitation.

A l'échelle des pays directement concernés comme au plan régional, ces projets devraient permettre de satisfaire davantage un marché porteur, et de substituer une production domestique et compétitive, à des

importations. La collaboration de la BOAD à leur réalisation confirme l'engagement de l'institution à œuvrer davantage dans le secteur des infrastructures et des BTP. En effet, dans la sous-région, le secteur visé doit faire face à de grands défis, tant en termes de construction et de mise à niveau d'infrastructures routières, qu'au plan de l'accès des populations à des logements décents, dans le cadre de programmes immobiliers ou de celui de logements individuels privés.

La réalisation des deux projets induira, par ailleurs, une amélioration des recettes fiscales dans les deux pays directement concernés.

En matière d'assistance financière aux États membres et à des institutions régionales, la BOAD a mis à disposition des subventions d'un montant total de 159,8 millions FCFA.

Les activités ayant bénéficié de ces appuis sont notamment : i) le renforcement des capacités, ii) l'organisation de réunions de comités de pilotage, d'ateliers de validation de documents, de forums, ou encore iii) des travaux d'élaboration de documents de programmation.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.4. APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE MOBILISATION DE RESSOURCES

Dans le cadre de la mobilisation de ressources, les principales actions ont notamment porté, d'une part sur la mobilisation de lignes de crédit auprès de partenaires, et d'autre part sur l'affermissement de la coopération.

A. CONVENTIONS SIGNÉES EN 2018

En ce qui concerne les lignes de crédit, deux conventions ont été signées avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Il s'agit de celles relatives aux dossiers ci-après :

- le premier concours, d'un montant de 30 millions USD, soit 16,9 milliards FCFA et une durée d'un an, est exclusivement destiné au financement d'importations des pays membres de l'UEMOA à partir des pays arabes ;
- le deuxième, d'un montant de 15 millions USD, soit 8,5 milliards FCFA et une durée de 10 ans, est destiné au refinancement de projets relevant du secteur privé.

B. CONCOURS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice, deux propositions de crédit ont été approuvées par le Conseil d'Administration. Il s'agit de :

- la proposition d'une ligne de crédit de la Banque de Développement d'Autriche, d'un montant de 30 millions

d'euros, soit 19,7 milliards FCFA et une durée de 10 ans, destinée au financement de projets d'infrastructures et d'investissements productifs du secteur privé dans les pays de l'UEMOA ;

- la proposition d'une ligne de crédit de la Banque de Développement de Biélorussie, d'un montant de 50 millions d'euros, soit 32,8 milliards FCFA et une durée de 10 ans, destinée au refinancement de projets, pour des biens et services d'origine biélorusse.

C. MOBILISATION DE RESSOURCES SUR LES MARCHES DE CAPITAUX

La Banque a mené des réflexions visant à explorer d'autres opportunités qu'offre le marché financier international et à instaurer un mécanisme de remboursement de ses eurobonds. Elle a travaillé à la mise en place d'un programme « Negotiable European Commercial Paper (NEU-CP) » qui consiste à émettre des titres courts sur le marché monétaire français. Elle a également entrepris des échanges avec des partenaires extérieurs émetteurs d'obligations vertes, ainsi qu'avec certains acteurs du marché financier régional, dans l'optique de la réalisation à moyen terme d'une émission d'obligations vertes.

Par ailleurs, pour mieux maîtriser les conditions de remboursement de ses eurobonds, la Banque a décidé de créer un fonds d'amortissement en son sein.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

D. RESSOURCES DE BONIFICATION

Depuis décembre 2015, la Banque a obtenu de son Conseil des Ministres, la mise en place d'un mécanisme de bonification pour ses financements concessionnels. En 2018, ce mécanisme a été abondé à hauteur de 28 milliards FCFA, portant le cumul des ressources de bonification à 81,2 milliards FCFA sur les trois dernières années (2016-2018).

E. COOPERATION ET PROMOTION DE PARTENARIATS

Divers échanges et diligences ont été conduits avec des partenaires traditionnels, au sujet de l'organisation prochaine de rencontres bilatérales thématiques. Ceci a été le cas avec l'AFD, la KfW et la BADEA.

Par ailleurs, la Banque a engagé avec la KfW des discussions techniques sur deux dossiers opérationnels : celui de la mise en place d'un programme de prêts concessionnels adaptés aux catastrophes naturelles (PACAN) d'une part,

et d'autre part la création d'un Fonds pour la transformation digitale en Afrique de l'Ouest. Ces deux initiatives bénéficient d'une perspective d'appui du Gouvernement allemand.

En ce qui concerne le Fonds en particulier, l'un des objectifs visés est d'aider les administrations des pays de l'Afrique de l'Ouest francophone à développer leurs systèmes informatiques, afin d'améliorer leur productivité ainsi que leurs prestations au bénéfice des citoyens. Il est envisagé que la Banque soit un partenaire important dans la mise en œuvre du projet, de même que le gestionnaire du Fonds. Une mission d'identification auprès des Etats de l'Union est visualisée pour le premier semestre 2019, en vue d'une première évaluation sommaire des besoins en matière de digitalisation.

Par ailleurs, la Banque poursuit les diligences visant à se soumettre à l'audit des 7 piliers, dans le but d'être éligible à la gestion indirecte de financements de l'Union Européenne.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.5. MISE EN PHASE DE LA GESTION ET DE LA GOUVERNANCE

A. SECURITE JURIDIQUE DES OPERATIONS

Dans le cadre de la sécurité juridique des opérations, les actions ont notamment porté sur les points ci-après :

- une veille réglementaire, afin d'aligner les activités de la Banque sur les référentiels normatifs applicables aux institutions financières internationales ;
- une gestion des sûretés prises en couverture des financements, notamment par la poursuite de la revue globale et de l'évaluation des couvertures prises par la Banque dans les différents pays de l'UEMOA ;
- des diligences juridiques en vue de l'assainissement du portefeuille des prêts déclassés ;
- une relecture du dispositif de vérification de la conformité environnementale et sociale, ainsi que du règlement des griefs de la BOAD, qui constitue l'un des mécanismes de gestion structurée et continue des risques ainsi que des impacts environnementaux et sociaux liés aux projets financés par la Banque.

Par ailleurs, dans l'optique d'une mise en conformité du dispositif de gestion des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, avec les recommandations régionales et internationales en la matière, une version actualisée de la Politique de sécurité financière de la Banque a été adoptée par son Conseil d'Administration en décembre 2018.

B. ACTION MARKETING ET COMMUNICATION

Dans le domaine de la communication, la Banque a actualisé sa stratégie de communication et de relations publiques, en y intégrant un modus operandi de sa présence sur les réseaux sociaux. La nouvelle approche de communication porte l'ambition « d'affirmer et de promouvoir résolument le leadership de la BOAD » en matière de financement des grands projets de développement de la zone UEMOA.

En droite ligne de l'ambition susvisée, la Banque a élaboré et mis en œuvre un plan média articulé sur trois types de supports ; ceux ayant une large audience, ceux pouvant venir en appoint et enfin ceux offrant des opportunités de visibilité. L'objectif est d'avoir une présence plus structurée de l'institution sur les différents espaces médiatiques, permettant ainsi d'intensifier et de mieux organiser la diffusion de l'information relative aussi bien aux activités qu'aux produits ; ceci, tant en direction de la zone UEMOA qu'à destination des partenaires à international.

La présence médiatique a ainsi permis une participation effective du Management de la Banque à des émissions de forte notoriété, notamment « Réussite » de Canal plus, « Décryptage » d'Africa24, « Focus » de Africa-news. Il en est de même en matière de publication régulière de contenus rédactionnels dans des médias panafricains d'information tels que Jeune Afrique, Financial Afrik, la Tribune Afrique, Ecofin, d'une part, et d'autre part dans des magazines de bord de compagnies aériennes telles que Brussels Airlines, Ethiopian, Air Côte d'Ivoire, Asky Airlines.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En outre, la Banque a réalisé des reportages mensuels, dans les 8 pays de l'Union, ainsi que des "testimoniaux" radios sur divers projets financés au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Togo ; ce qui a permis de donner la parole aux bénéficiaires finaux des opérations, et de mettre en évidence l'impact de financements de la BOAD sur leur quotidien. La Banque a également procédé à la réalisation d'un nouveau film institutionnel, avec des versions courtes déclinées en spots radio et télé, sur ses secteurs d'intervention et ses produits.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions digital, elle a procédé à la réalisation d'un audit SEO (Search Engine Optimisation) en vue d'un meilleur référencement de son site internet. Elle a également mis l'accent sur l'utilisation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube), pour étendre la portée de ses publications vers de nouvelles cibles, susciter de l'engagement et recruter de l'audience sur ces pages.

Au titre des relations avec la presse et des activités de promotion hors média, la Banque a organisé des Journées Portes Ouvertes à Dakar au Sénégal. Ceci s'est tenu sous la forme d'un atelier d'information à l'endroit des journalistes et des collectivités territoriales, sur « la stratégie et l'engagement de la BOAD en matière de finance climat ». La manifestation a été suivie d'une rencontre d'échanges avec les acteurs du secteur privé.

Concernant le marketing, la Banque a procédé à la relecture ainsi qu'à l'actualisation de la stratégie marketing, en vue d'améliorer son approche commerciale et la relation client.

Par ailleurs, elle a poursuivi la promotion de ses produits et services, à travers la participation à des salons, fora et autres rencontres thématiques. Dans le cadre du renforcement de sa visibilité, des campagnes d'affichage sur des espaces publicitaires ainsi que dans des salons «business» de certains aéroports de l'UEMOA ont été initiées.

C. RESSOURCES HUMAINES

Les actions précédemment engagées dans le cadre de la modernisation de la politique de gestion des ressources humaines ont été poursuivies. Ainsi, la mise en œuvre du dispositif de fixation d'objectifs et d'évaluation des performances du personnel a été renforcée. Il en a été de même des actions de formation individuelles ou collectives ciblées, celles-ci visant toutes un renforcement des capacités.

Au 31 décembre 2018, l'effectif global était de 308 agents, dont 295 agents au titre de l'effectif opérationnel, 10 agents en détachement et 3 agents en disponibilité.

L'évolution de l'effectif au titre de l'exercice 2018 s'explique par la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Ce plan, élaboré sur la base du plan stratégique 2015-2019, prend en compte ; i) le renouvellement des effectifs, ii) les besoins exprimés par les structures, iii) ainsi que des besoins de compétences spécifiques nécessaires pour la gestion de nouvelles activités.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Tableau 2

EFFECTIF OPÉRATIONNEL DE LA BOAD DE 2016 À 2018

Catégories	Effectif au 31.12.2016	Effectif au 31.12.2017	Effectif au 31.12.2018
PERSONNEL PROFESSIONNEL	153	164	170
PERSONNEL D'APPUI	119	112	125
TOTAL	272	276	295

Ainsi, 34 entrées, dont 33 recrutements et un (01) retour de détachement, ont été enregistrées au cours de l'exercice, contre 15 départs tous motifs confondus, soit une évolution de l'effectif opérationnel de 19 agents par rapport à l'exercice 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de son programme « Jeunes Gradués » visant à assurer la relève de ses effectifs, la Banque a recruté quatorze (14) jeunes diplômés de l'espace communautaire et de la diaspora, qui sont en stage professionnel au sein des unités organisationnelles.

**D. GESTION DU PATRIMOINE, SÉCURITÉ DES
PERSONNES ET DES BIENS**

Les actions engagées dans ce domaine ont porté sur l'amélioration du cadre de travail, la poursuite ou l'achèvement de certains programmes immobiliers, la mise en œuvre du programme d'efficacité énergétique.

Au niveau de l'amélioration du cadre de travail, des changements sont intervenus, avec notamment : i) la réhabilitation de différentes salles du siège et la création de nouveaux postes de travail, ii) le revêtement du bâtiment

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

du siège, iii) l'extension des systèmes de sécurité incendie et de contrôle d'accès, iv) la rénovation du système de vidéosurveillance, v) la poursuite de l'harmonisation du mobilier des bureaux du siège et des Missions résidentes.

Concernant le programme immobilier, les travaux de construction de 134 logements de la cité BOAD au profit du personnel, de même que ceux relatifs au centre de loisirs, ont été achevés.

L'opérationnalisation du programme d'efficacité énergétique s'est poursuivie avec le remplacement des lampes des bureaux par des lampes LED, dont la luminosité est conforme à la réglementation en vigueur.

E. SUIVI-EVALUATION DES OPERATIONS ET GESTION DU SAVOIR

En matière d'évaluation rétrospective de projets, la Banque a organisé l'atelier de validation de l'évaluation de portefeuille au Togo, laquelle portait sur dix-neuf (19) opérations réparties entre quatre (04) secteurs d'intervention. En outre, la Banque a démarré l'évaluation de portefeuille-pays au Bénin. Cette deuxième campagne d'évaluation concerne seize (16) opérations, réparties entre quatre (04) secteurs d'intervention, à savoir : i) le développement rural, ii) l'énergie, iii) les infrastructures routières et iv) l'adduction en eau potable.

L'objectif global de l'évaluation de portefeuilles-pays⁸ est d'apprécier les résultats de développement atteints par la Banque à travers les projets qu'elle a financés. Quant aux objectifs spécifiques, ils sont les suivants : i) analyser la performance des projets financés dans chacun des secteurs concernés ; ii) identifier les facteurs ayant affecté la performance des projets ; iii) formuler des recommandations relatives aux différentes interventions.

Concernant les évaluations d'impacts socio-économiques et les évaluations thématiques, l'institution a poursuivi, en collaboration avec l'International Initiative for Impact Evaluation (3ie), les travaux d'évaluation d'impacts socio-économiques du projet de développement agricole de Matam, phase 2 «extension» au Sénégal, de même que ceux du projet d'aménagement hydro-agricole de M'Bahiakro en Côte d'Ivoire. Les secondes enquêtes ainsi que les analyses ont été conduites.

S'agissant du suivi-évaluation des résultats de développement, l'institution a conduit les activités devant concourir i) à mieux apprécier les impacts prospectifs de dix-neuf projets et ii) à mettre en place un système de collecte et d'analyse d'indicateurs de résultats de développement. En outre, la Banque a fourni à divers partenaires (AFD, KfW, BAD, ...) les valeurs d'indicateurs de résultats de développement de projets financés.

⁸ Se rattache à un ensemble de projets/programmes d'un ou plusieurs secteurs d'intervention au sein d'une même zone géographique.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 5

Qualité des dépenses d'investissements publics dans les Etats membres
de l'UEMOA (*)

Depuis le début des années 2010, les Etats de l'Union sont dans une dynamique de développement de leurs infrastructures cruciales, afin de réduire les déficits dans ce domaine et améliorer durablement les conditions de vie des populations.

A cet égard, certains Etats ambitionnent de porter leur taux d'investissement, d'une moyenne actuelle de l'ordre de 24,5% à 35% au moins, afin de situer durablement la croissance réelle au-dessus du seuil des 7-8% requis pour créer des emplois et réduire la pauvreté⁹. Ceci explique l'ambition des plans de développement adoptés au cours de la décennie.

La BOAD, pour sa part, accompagne ces efforts. Sur les dix dernières années, elle a ainsi octroyé, en moyenne, 420 milliards FCFA de concours annuels à ses Etats membres.

La Banque, à l'instar de la communauté financière internationale, ne perd cependant pas de vue que les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs susvisés exigent des ressources d'emprunts importantes, et que la soutenabilité des conditions de remboursement qui en découlent mérite de l'attention.

Par ailleurs, la qualité finale des investissements, de même que les effets réels de ceux-ci sur la croissance consti-

tuent des sujets de préoccupation, tant pour les Etats eux-mêmes, que pour les bailleurs de fonds. C'est pour contribuer à la prise en charge de cette question que la Commission de l'UEMOA, en collaboration avec d'autres institutions communautaires (la BCEAO et la BOAD notamment), a commandité une étude sur la qualité des dépenses d'investissements publics des Etats membres. L'étude devait en particulier examiner les conditions structurelles qui doivent accompagner une augmentation des dépenses d'investissements publics, pour favoriser une croissance économique vigoureuse au sein de la zone. Quelques constats ou conclusions issus de cette étude se présentent comme suit :

Etat des lieux des dépenses
publiques en capital

i) Il existe une part importante de dépenses courantes dans les dépenses qualifiées "d'investissements" des pays. C'est notamment le cas avec les dépenses liées au fonctionnement des Unités de gestion de projets ;

ii) le financement intérieur se renforce par rapport au financement extérieur, dans tous les pays sauf en Guinée Bissau où les ressources extérieures représentent 94% des investissements, du fait d'un recours des Etats au marché (régional) des capitaux ;

iii) quatre secteurs concentrent l'essentiel des investissements : les infrastructures de soutien à la production, le développement rural, l'éducation et la santé ;

iv) le contenu des dépenses publiques en capital n'est pas harmonisé à l'échelle de l'Union.

Analyse macro-économétrique sur
la qualité des dépenses d'investissements publics

Il ressort des analyses que les investissements, tant publics que privés, ont un effet significatif et positif sur l'activité économique, dans la plupart des pays membres. L'effet est mitigé pour certains pays, en raison notamment

(à suivre page 54)

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 5 (SUITE)

d'effets d'éviction et/ou de la faible qualité de gestion des dépenses d'investissements publics.

En ce qui concerne les dépenses de formation du capital humain, elles représentent également une composante dont l'effet direct est positif sur la croissance. Au regard de l'ampleur des besoins, leur part reste néanmoins faible dans les investissements publics.

Par ailleurs, les analyses montrent que les investissements sont moins efficaces dans les pays de l'UEMOA que dans des pays de référence. Cela révèle une stagnation, voire un recul de

la productivité marginale du capital sur la période récente.

Ces analyses confirment les conclusions d'autres études menées par la BCEAO et le FMI. **L'étude du FMI visée indique, par exemple, qu'environ 40% de l'impact potentiel des investissements publics est perdu.**

Recommandations

Hormis la Côte d'Ivoire, qui atteint des taux de réalisation de 80% de son programme d'investissement prioritaire (PIP), les autres pays de l'Union enregistrent des taux faibles. Ces derniers devraient mettre en place des mécanismes

pour lever les entraves à la bonne exécution des projets et programmes de leurs PIP. Un renforcement de la gestion des dépenses publiques pourrait par ailleurs améliorer leur efficacité ainsi que leurs impacts sur la croissance.

En tout état de cause, tous les Etats devraient poursuivre leurs efforts d'investissements, notamment dans les infrastructures d'énergie et de transport, dans la mécanisation de l'agriculture et dans la formation de capital humain de qualité, afin de soutenir les chaînes de valeurs, aussi bien dans l'industrie, l'agriculture que les services.

(*) Etude sur la qualité des dépenses d'investissements publics dans les Etats membres de l'UEMOA

⁹ Source : Programme d'actions pour l'accélération de la croissance économique dans les pays membres de l'UEMOA adopté par le Conseil des Ministres de l'UEMOA le 3 juillet 1997.

En matière de gestion du savoir, la Banque a poursuivi l'opérationnalisation de ses outils de veille informationnelle, de visibilité et d'image. Dans ce cadre, elle a maintenu la surveillance des sources d'informations pertinentes, collecté des savoirs utiles portant sur les centres d'intérêt de ses structures, et analysé les mentions relatives à sa réputation sur les réseaux internet et sociaux. Par ailleurs, le dispositif de veille a été consolidé par la mise en place d'une veille sur les contreparties de l'institution.

**F. GOUVERNANCE, SYSTEME DE CONTROLE
ET GESTION DES RISQUES**

L'année 2018 a été marquée par un renforcement de la gouvernance de la Banque, et par la poursuite de la modernisation des outils de gestion.

Audit interne et Contrôle financier : conformément au programme approuvé par le Comité d'Audit, des audits ont été réalisés sur les processus internes et sur les projets en exécution dans les Etats membres. Les recommandations formulées permettent de renforcer le système de contrôle interne, la maîtrise des risques et l'amélioration du processus d'exécution des projets.

Toutes les opérations d'acquisition de biens et services, ainsi que de décaissement de fonds, ont fait l'objet de contrôles de conformité et de régularité.

Par ailleurs, la mise à jour des outils d'audit interne a été poursuivie, à la lumière de l'évolution des normes internationales et des bonnes pratiques en la matière.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Comité d'Audit de la Banque : le Comité d'Audit a tenu ses trois réunions ordinaires au cours desquelles il a examiné : i) les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ; ii) l'état récapitulatif des requêtes de financement instruites par la Banque au cours de l'exercice 2017 ; iii) les états financiers intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2018 avant leur arrêté par le Conseil d'Administration ; iv) le résultat de l'appel d'offres pour la nomination du Commissaire aux Comptes de la Banque au titre des exercices 2019 à 2021 inclus ; v) le bilan des activités 2018 et le projet de programme d'activités de l'audit interne au titre de l'exercice 2019 ; vi) la situation du portefeuille de la Banque au 30 septembre 2018 ; vii) les états financiers intermédiaires de la Banque au 30 septembre 2018 ; viii) l'état de suivi de ses recommandations et ix) l'état de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Commissaire aux comptes.

Le renforcement des outils de contrôle se poursuivra en 2019. Dans le cadre de son programme d'assurance et d'amélioration continue (PAAQ), l'audit interne fera l'objet d'une évaluation externe pour une amélioration de ses prestations.

Contrôle externe : le Cabinet PRICEWATERHOUSE-COOPERS (PWC), Commissaire aux Comptes, a examiné et certifié sans réserve, les comptes de l'exercice 2017 de la Banque, du FDC et du FDE. Ces comptes ont été approuvés par le Conseil des Ministres. Ledit cabinet a également procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires au 30 juin 2018, conformément à la norme IAS 34 du référentiel comptable IFRS.

Ethique, prévention et lutte contre la fraude et la corruption : la Banque a poursuivi la consolidation du dispositif de lutte contre la fraude et la corruption. Ceci s'est

matérialisé à travers i) un renforcement de l'effectif de la Division Ethique, ii) l'animation de séances de formation/sensibilisation, à l'endroit du personnel, sur ledit dispositif, iii) l'amélioration des outils de travail. La Division de l'Ethique a traité divers cas de conformité au Code d'éthique du personnel, ainsi que d'allégations de fraude, qui ont donné lieu à des recommandations d'amélioration du dispositif de prévention.

Contrôle des marchés : il a concerné aussi bien les marchés financés dans le cadre des opérations de la Banque, que les acquisitions internes. Des sessions de formation ont été organisées, sur les procédures de passation de marchés de la Banque, au profit des acteurs de la chaîne de commande publique de deux États membres (Mali et Niger). La Côte d'Ivoire, le Togo et la Guinée Bissau bénéficieront de la même formation en 2019, à la suite du Bénin, du Sénégal et du Burkina Faso.

Gestion axée sur les résultats et les performances : les principaux piliers du système de gestion axée sur les résultats et les performances de la Banque, que sont l'approche budget-programme, le contrôle budgétaire, l'évaluation des performances, le réseau de tableaux de bord et la comptabilité analytique de gestion, ont été consolidés au cours de l'exercice.

Le système de gestion comptable analytique a connu une dynamisation au cours de la période, avec la production effective des rapports annuels 2016 et 2017.

Dans le cadre de l'amélioration continue du système d'information, une nouvelle application de gestion du réseau de Tableau de Bord a été développée, puis déployée.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des États, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Au titre du suivi des performances globales de la Banque, des notes d'analyse trimestrielle des indicateurs clés de performances (KPI) ont été produites, de même que des notes de synthèse des évaluations de contrats de performance des centres de responsabilité.

En matière de Gestion des risques, les activités de gestion des risques de crédit, de marché et risques opérationnels, ont été poursuivies.

En vue d'une amélioration des pratiques actuelles, les modèles de notation du portefeuille ont été calibrés suivant les Best practices, avec le développement de nouveaux modèles pour le "Project Finance", le portefeuille souverain et les prises de participation. La lecture du système de notation a ainsi été rattachée à celle des agences de notation internationale. Au niveau de la dépréciation des créances, la norme IFRS 9, entrée en vigueur, au plan international, en 2018, a été mise en œuvre.

**G. MODERNISATION ET SECURISATION DU SYSTEME
D'INFORMATION**

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi la modernisation et la sécurisation de son système d'information.

Au plan de la modernisation, elle a finalisé le projet d'interconnexion de ses Missions résidentes avec le Siège, par la mise en œuvre d'un réseau de communication interne basé sur la technologie VSAT. De nouveaux outils de collaboration et de communication, tels que SKYPE FOR BUSINESS, ont été déployés. Les différentes plateformes concernées permettent aux utilisateurs de la Banque d'optimiser de manière sécurisée les échanges entre eux ainsi qu'avec leurs correspondants extérieurs.

Par ailleurs, l'application de Gestion des Opérations Bancaires a été revue et optimisée sur une plateforme technologique plus moderne, de manière à préparer un passage aisé vers SAP Banking. S'agissant justement de SAP, la stabilisation et l'appropriation, par les agents de la Banque, des modules déjà en exploitation, se sont poursuivies. Il s'agit notamment des modules : Finance et Contrôle de Gestion (FICO), Gestion des Ressources Humaines (HR) et Gestion des approvisionnements (MM).

Le déploiement d'un Module à forte valeur ajoutée pour la gestion du personnel, soit « Employer Self-Service / Managers Self-Service (ESS/MSS) », s'est poursuivi avec la mise en place de fonctionnalités telles que i) la publication en ligne des bulletins de paie, et ii) la consultation en ligne d'informations sur le personnel.

Au plan de la sécurité, la Banque a assuré la veille technologique, puis elle a fait former et certifier certains de ses agents aux normes ISO 27001 et ISO 27005. Toutes les diligences (test d'intrusion, audit de la sécurité du SI, etc.) ont été menées en vue du maintien de la certification ISO 27001 du SMSI de l'institution.

H. GESTION FINANCIERE

Tarification et pilotage financier : le modèle de tarification mis en place au sein de l'institution assure une plus grande flexibilité dans la tarification des opérations soumise au financement.

Par ailleurs, le chantier de pilotage financier lancé en 2017 s'est poursuivi en 2018. Les évolutions attendues dans le cadre de ce projet, sont notamment i) une amélioration du pilotage des risques bilanciaux comme ceux du hors bilan, ii) un renforcement du reporting, associé au contrôle de la gestion financière.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La première phase du projet portant sur la réalisation d'une étude de faisabilité a été achevée fin 2017. La deuxième phase relative à l'opérationnalisation du dispositif de pilotage financier a démarré au cours du 1er semestre 2018. Il est prévu que cette seconde phase s'achève au plus tard courant 1^{er} semestre 2020.

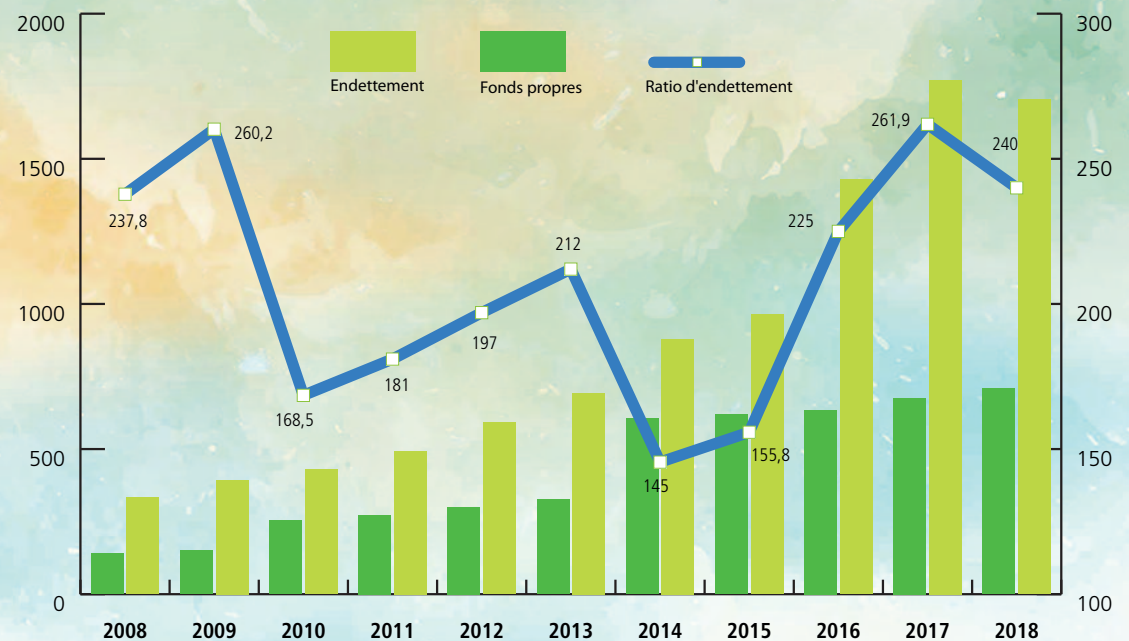
La situation financière de l'institution reste saine et est notamment marquée par une structure financière équilibrée. A fin décembre 2018, les fonds propres représentaient environ 27,6% du total du bilan et le rapport « encours des emprunts / fonds propres » (ratio d'endettement) ressortait à environ 240,9%, pour une norme statutaire de 300%.

Situation financière : le total du bilan de la Banque est passé de 2 573,5 milliards FCFA au 31 décembre 2017 à 2 568,2 milliards FCFA au 31 décembre 2018.

Graphique 7



Evolution des fonds propres, de l'endettement (Mds FCFA) et du ratio d'endettement



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Les éléments caractéristiques ci-après marquent notamment l'exploitation :

- une prépondérance des produits des prêts, lesquels constituent l'activité principale de la Banque (75,02% des produits budgétaires réalisés) ;
- un coût globalement maîtrisé des ressources d'emprunt (4,23% en moyenne, ressources de marché et ressources concessionnelles réunies) ;
- un niveau de produit net bancaire qui s'établit à 54,3 milliards FCFA au 31 décembre 2018 contre 37,4 milliards FCFA au 31 décembre 2017 ;
- une gestion prudente de la trésorerie, conformément à la politique de liquidité ;
- l'application d'une politique de provisionnement prudente et anticipatrice avec la mise en œuvre de la norme IFRS 9, fondée sur le principe de «pertes attendues».

Le taux brut de dégradation global du portefeuille est ressorti à 2,21% à fin décembre 2018 contre 2,34% à fin décembre 2017. La Banque entend poursuivre ses actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

L'exploitation continue d'enregistrer des résultats positifs, en dépit des pertes de marges "embarquées" depuis plusieurs années, du fait de l'absence de ressources concessionnelles pérennes. Le bénéfice net à fin 2018 ressort à 18,2 milliards FCFA contre 13,2 milliards FCFA au 31 décembre 2017. Une partie de ce résultat contribuera à l'abondement du Mécanisme de bonification, mais une part prépondérante sera affectée au renforcement des fonds propres.

La Banque continuera de veiller à la maîtrise de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

Il convient de souligner par ailleurs que le ratio d'adéquation des fonds propres (approche interne) s'établit à 22,9%. Le niveau des fonds propres reste en adéquation avec celui des risques portés par l'institution.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

**3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIV
ES**

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3

THÈME DE L'ANNÉE

L'énergie solaire dans
l'économie des pays de
l'UEMOA :
état des lieux,
enjeux et perspectives



Les rayonnements solaires sur le plan horizontal atteignent 2200 kWh/m²/an dans l'UEMOA



Plus de 600 MW de solaire et d'éolien raccordés au réseau sont décomptés dans la zone



Le développement du solaire est contraint par l'organisation du secteur de l'électricité

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans le cadre de la commémoration de son 45^{ème} anniversaire, la BOAD a organisé, les 14 et 15 novembre 2018, un forum sur le thème : « l'énergie solaire dans l'économie des pays de l'UEMOA : état des lieux, enjeux et politiques ».

Le but visé à travers ce forum était de favoriser l'émergence d'une économie régionale des énergies renouvelables en général, et du solaire en particulier. Le choix du thème traduisait par ailleurs l'engagement de la Banque à contribuer à la mise en œuvre des objectifs de l'Initiative Régionale pour l'Énergie Durable (IREDD), adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA en 2009.

Au nombre desdits objectifs, il y a en effet celui de relever sensiblement, au cours des prochaines années, le taux d'accès à l'électricité d'une part et, d'autre part, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique des pays membres de l'Union.

Actuellement, le taux d'accès des populations de l'UEMOA à l'électricité est d'environ 40,1% en moyenne, et de 14,7% pour ce qui est des zones rurales. Ces taux s'avèrent même en dessous des moyennes subsahariennes, à savoir 42,8% en général, et 24,8% pour les zones rurales.

L'énergie représente cependant un vecteur essentiel de croissance économique et d'amélioration de la qualité de vie. Les conditions de sa production, celles de sa distribution ou de son accessibilité conditionnent de plus en plus la pertinence des ambitions et politiques publiques visant un développement économique inclusif et durable. Cela contribue sans doute à expliquer également pourquoi l'accès à l'énergie fait partie intégrante des Objectifs de développement durable.

L'énergie électrique fait partie des secteurs prioritaires d'intervention de la BOAD. La Banque s'y implique d'abord par le financement de projets, mais également par le biais de la définition des stratégies régionales ; ceci, en synergie avec des organes ou institutions communautaires tels que la Commission de l'UEMOA, la BCEAO, le WAPP, la Communauté Electrique du Bénin (CEB), et divers Partenaires techniques et financiers.

A fin décembre 2018, les engagements de la BOAD en faveur de projets d'énergie s'élevaient à 1069,5 milliards FCFA, pour 133 projets. Dans cet ensemble, on décompte quinze (15)

projets d'énergies renouvelables, financés pour un montant global de 138,7 milliards FCFA, (soit 13% des concours de l'institution dans le secteur de l'énergie), et plus spécialement 7 projets d'énergie solaire, d'un montant global de 84 milliards FCFA. Sous le registre des énergies renouvelables, et de l'énergie solaire en particulier, la BOAD a ainsi encore beaucoup à faire.

Le forum de novembre 2018 a notamment abouti à la conclusion que les Etats de l'UEMOA peuvent, avec le solaire, atteindre rapidement des coûts de kWh très compétitifs, à l'instar d'une évolution observée au plan international.

Dans des pays de plus en plus nombreux, en effet, le solaire présente désormais la source d'électricité la moins chère, et des exemples d'installations solaires existent dans tous les secteurs, avec une fiabilité prouvée, pour tous les niveaux de puissance, du Watt au GW, en passant par les kW et les MW. Quant à la baisse régulière du coût du solaire, elle est censée se poursuivre, et une nouvelle division par deux devrait être obtenue d'ici 2030.

Outre l'attrait d'un coût plus bas pour la production de l'électricité, pourraient s'ajouter une dé-corrélation de ce coût par rapport aux prix des hydrocarbures, de même que des avancées en termes d'indépendance énergétique. Par ailleurs, une amélioration du taux d'énergie solaire, dans le mix énergétique des Etats, soulagerait les finances publiques face aux déficits structurels des sociétés publiques de fourniture d'énergie électrique.

Une tendance comme celle susvisée pourrait même, à la longue, générer une certaine attraction d'entreprises industrielles consommatrices d'énergie, vers des zones africaines à production d'énergie solaire à coûts réduits.

Cette seconde partie du rapport annuel de la BOAD combine d'une part des éléments d'information issus d'une revue documentaire réalisée pour les besoins du forum, et d'autre part des points de vues recensés lors des échanges tenus au cours dudit forum. Elle est constituée de quatre sections se rapportant successivement aux sous-thématiques ci-après : i) l'énergie solaire dans l'écosystème de l'espace UEMOA, ii) les principaux obstacles au décollage de l'énergie solaire dans l'UEMOA, iii) les investissements privés et la production, iv) les perspectives de développement du solaire dans la zone UEMOA.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Centrale solaire
photovoltaïque au Sénégal

1 L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME DE L'ESPACE UEMOA

Le potentiel solaire de l'Afrique de l'ouest est très important.

La zone de l'UEMOA, en particulier,
bénéficie de bonnes conditions d'ensoleillement.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS


LISTE DES ANNEXES

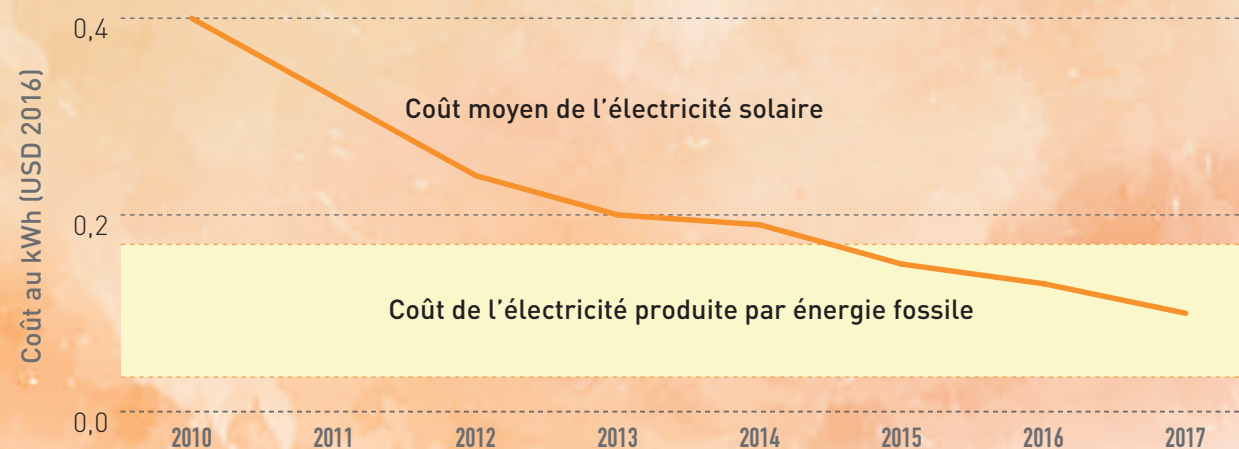
ANNEXES

1.1. APERÇU D'ORDRE GÉNÉRAL

Le potentiel solaire de l'Afrique de l'ouest est très important. La zone de l'UEMOA, en particulier, bénéficie de bonnes conditions d'ensoleillement : les rayonnements sur le plan horizontal dépassent 2200 kWh/m²/an au Niger et varient souvent entre 1800 et 2100 kWh/m²/an au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Nord du Bénin. Toutefois, la ressource solaire est encore largement sous-exploitée dans l'ensemble de cette zone.

Il serait possible d'y atteindre à court terme des coûts très compétitifs, à l'instar des tendances internationales, avec des prix du kWh estimés, dans certains pays européens, autour de 4 centimes d'euro, soit 25 FCFA. La technologie solaire photovoltaïque offre ainsi une véritable opportunité pour accroître l'accès des populations et des entreprises à une énergie propre et compétitive, en réseau ou hors réseau.

Graphique 1  Coût moyen de l'électricité solaire vs énergie fossile



Source : Canadian Pacific Consulting Services (CPCS) sur la base de données IRENA 2017

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

**1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DÉCOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

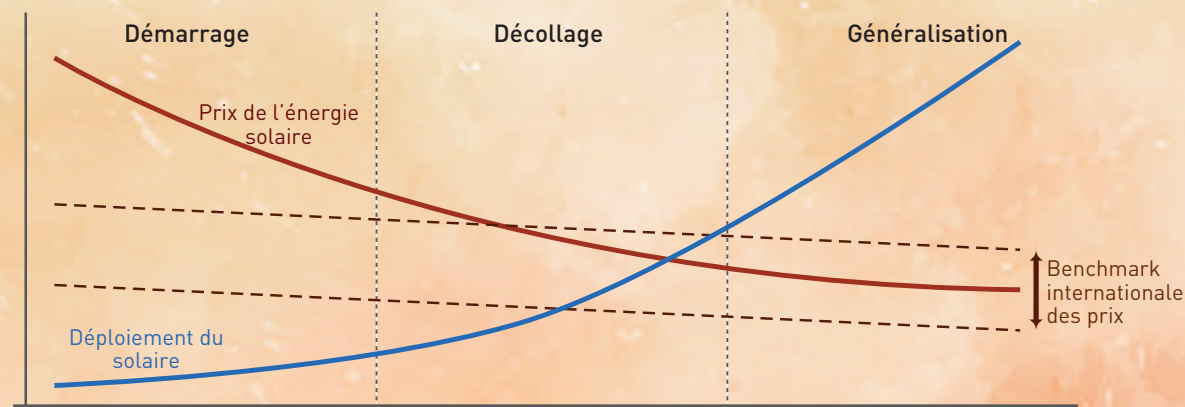
ANNEXES

La baisse régulière du coût du solaire devrait se poursuivre, et une nouvelle division par deux devrait être obtenue d'ici 2030. Par ailleurs, le coût du stockage apparaît de plus en plus abordable, avec une baisse du prix des batteries visualisée à environ 40% sur les cinq prochaines années.

Le graphique ci-dessous montre que la baisse du prix de l'énergie solaire est un accélérateur de son déploiement et de sa généralisation. Cette évolution est favorisée par la mise en œuvre de politiques publiques de soutien.

Graphique 2

Phase de développement du marché solaire et politiques de soutien correspondantes



Phase de démarrage

- Les premiers projets privés apparaissent
- Un soutien public fort est nécessaire pour encourager les premiers investisseurs
- Le cadre réglementaire (procédure d'autorisation, etc) est encore en cours de définition

Phase de décollage

- Le marché commence à se développer rapidement
- Le rôle des acteurs publics est de favoriser la convergence vers les prix internationaux
- Le cadre réglementaire s'améliore et s'affine

Phase de généralisation

- Le marché atteint une taille significative
- Les prix sont en phase avec les prix internationaux
- L'intégration au réseau devient la contrainte majeure

Source : Agence Internationale de l'Énergie.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Les récentes expériences réussies, ou en cours dans les pays de l'UEMOA, devraient ainsi être encouragées et dupliquées. Au total, ce sont plus de 600 MW de solaire et d'éolien raccordés au réseau, en cours de closing ou de construction, que l'on décompte dans la

zone. Il reste toutefois impérieux de réduire les délais de mise en œuvre des projets solaires de la zone (5 à 7 ans) pour tendre vers des durées de l'ordre de 02 ans, en rapport avec les avancées technologiques.

Tableau 1

CENTRALES SOLAIRES EN EXPLOITATION À FIN 2018

Pays	Nom du projet	Type de projet	Puissance installée	Date de mise en service
Burkina Faso	Zagtouli 1	Public	33 MW	2017
Burkina Faso	Ziga	Public	1.1 MW	2017
Niger	Malbaza	Public	7 MW	2018
Sénégal	CICAD	Public	2 MW	2014
Sénégal	Senergy II (Dagana, Bokhol)	IPP	20 MW	2016
Sénégal	Malicounda	IPP	22 MW	2016
Sénégal	Senergy (Santhiou, Mekhe)	IPP	30 MW	2017
Sénégal	Ten Merina / Cheikh Anta Diop	IPP	30 MW	2017
Sénégal	Sakal (Baralé Ndiaye, Louga)	IPP	20 MW	2018
Sénégal	Energy ressources (Kahone)	IPP	20 MW	2018

TOTAL**185 MW**

Source : Recherche CPCS, 2iE

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Tableau 2

CENTRALES SOLAIRES EN COURS DE CONSTRUCTION OU À UN STADE AVANCÉ DE DÉVELOPPEMENT

Pays	Nom du projet	Type de projet	Puissance installée	Etat d'avancement
Bénin	DEFISSOL	Public	25MW	Convention de financement signée avec l'AFD & l'UE
Bénin	Projets solaires dans le cadre du Compact MCC	IPP	45MW	En cours de développement
Burkina Faso	Zagtouli 2	Public	17 MW	DAO en cours de préparation. Financement BEI
Burkina Faso	Koudougou	Public	20 MW	DAO en cours de préparation. Financement BM
Burkina Faso	Kaya	Public	10 MW	DAO en cours de préparation. Financement BM
Côte d'Ivoire	Korhogo Solaire	IPP	25 MW	En développement, le démarrage de la construction a été annoncé
Côte d'Ivoire	Boundiali	Public	37,5 MW	Construction en cours. Co-financement KfW/UE/ Etat Ivoirien
Guinée Bissau	Centrales de Bissau, Gabu et Canchungo	Public	22 MW	Financement accordé par la BOAD
Mali	Kita / Akuo Energy	IPP	50 MW	En cours de développement.
Mali	Sikasso / Power Pro	IPP	50 MW	En cours de développement.
Mali	Ségou solaire (Scatec)	IPP	33 MW	En cours de développement.
Mali	Koutiala	IPP	25 MW	En cours de développement
Niger	Centrale hybride d'Agadez	Public	13 MW	Construction attendue en 2019
Niger	Gorou Banda	Public	20 MW	Convention de financement signée fin 2018 (UE/AFD)
Sénégal	Kahone et Kaël (Scaling Solar)	IPP	60 MW	Contrat d'achat d'électricité signé fin 2018
Sénégal	Diass	Public	23 MW	En construction
TOTAL			440 MW	

Source : Recherche CPCS, 2iE

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1.2. L'INTÉRÊT AMBIVALENT DES APPLICATIONS DU SOLAIRE HORS RÉSEAU

L'extension des réseaux existants s'avérant souvent coûteuse, des systèmes décentralisés ont été développés pour assurer l'accès des populations des zones rurales à l'énergie électrique. Ces systèmes se fondent sur un déploiement rapide de l'énergie solaire pour une accélération de l'inclusion énergétique.

Plusieurs solutions sont désormais proposées sur le marché, de la mini-lampe solaire à l'installation solaire autonome de plusieurs kilowatts. Ces solutions tirent notamment profit de la baisse des coûts des panneaux

solaires, des avancées technologiques au niveau des batteries (performance et longévité), du développement d'appareils électriques économes en énergie et du développement de solutions de commercialisation et de paiement adaptées (mobile money et modèle pay-as-you-go). Par exemple, les kits solaires distribués selon le modèle pay-as-you-go apportent une contribution significative à la progression de l'accès à l'électricité des populations défavorisées, notamment au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Tableau 3

VENTES DE SYSTÈMES SOLAIRES AUTONOMES AU PREMIER SEMESTRE 2018 (UNITÉS)

Pays	Ventes de systèmes solaires autonomes au premier semestre 2018 (unités)
Bénin	5 700
Burkina Faso	23 000
Côte d'Ivoire	17 000
Mali	16 000
Niger	4 000
Sénégal	31 000
Togo	4 500

Source : CPCS

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Il reste que l'un des défis majeurs est de pouvoir définir une réglementation équilibrée, suffisamment stricte pour protéger les consommateurs contre les mauvaises pratiques, suffisamment flexible pour ne pas étouffer la dynamique du marché, et suffisamment évolutive également, pour s'adapter aux innovations à venir.

Au Sénégal, les mini-réseaux sont traités, au plan légal et réglementaire, de la même manière que dans les cas d'opérateurs de grande taille. Ils doivent signer un contrat de concession de distribution avec le Ministère en charge de l'énergie, et obtenir une licence de vente d'énergie électrique.

Le Bénin, par contre, a adopté le 3 octobre 2018 un «Décret portant réglementation de l'électrification hors-réseau». Selon ce texte, seuls les mini-réseaux de plus de 500kVA devront obtenir une concession, les systèmes de plus petite taille n'ayant besoin que d'une simple autorisation.

1.3. CAPACITÉS TECHNIQUES ET OFFRES DE FORMATIONS

Le marché de l'énergie solaire dans l'UEMOA est confronté à deux difficultés majeures liées à la qualification de la main d'œuvre et à la qualité des équipements sur le marché.

Une étude¹⁰ commanditée par la SNV (Coopération Néerlandaise) au Burkina Faso a relevé un taux de défaillance de 71%, surtout sur les installations domestiques. La même étude a fait ressortir l'existence d'un lien entre la qualification et la qualité des installations. On a donc af-

Bien que le solaire hors réseau soit capable d'améliorer les conditions de vie des populations, il n'est pas compétitif pour des usages nécessitant un peu de puissance, tels les moteurs. L'utilisation productive de l'électricité – artisanat, conservation ou transformation de produits agricoles, menuiserie, soudure, etc. – est ainsi limitée dans les localités qui ne disposent que de systèmes hors réseaux ou de mini-réseaux. Le hors réseau ne permet donc généralement pas l'apparition d'activités génératrices de revenus, qui impulseraient une dynamique de développement économique.

Le solaire, photovoltaïque ou thermique, connaît de nombreuses autres applications autonomes : fours solaires, sécheurs solaires, production de froid, production de chaleur à usage industriel, etc. Toutefois, les applications les plus convaincantes et pertinentes, dans le contexte des pays de l'UEMOA, sont en particulier l'éclairage public, le pompage solaire et l'eau chaude solaire.

faire, aussi bien à un défi de qualification des techniciens qu'à celui de qualité du matériel.

Pour y faire face, il est important de doter l'espace de l'UEMOA d'une bonne expertise et d'une main d'œuvre qualifiée, en favorisant des transferts de technologies et de compétences. Il faudrait également une régulation du marché à travers une réglementation appropriée (certification des installateurs) et la mise en place de dispositifs de contrôle de qualité.

¹⁰ Etude sur le lien entre la qualification et la qualité des prestations en énergies renouvelables au Burkina Faso, SNV, CEAS Burkina, OCADES, AGEREF, mars 2018

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En définitive, l'offre de formation dans le domaine de l'énergie solaire devrait être renforcée et diversifiée. Certes, il existe déjà quelques modules de formations qualifiantes ou diplômantes, de divers ordres, mais de sérieux défis portent sur un équipement adéquat des centres de formation (laboratoires pédagogiques, etc.). Il y a

également des soucis par rapport à la formation des formateurs, par rapport au besoin de renforcement de synergie d'actions entre les différents acteurs institutionnels intervenant dans la formation, de même qu'en matière d'élaboration de référentiels pertinents qui répondent aux besoins.

1.4. LA FABRICATION LOCALE D'ÉQUIPEMENTS SOLAIRES

Environ 90% de la production de modules solaires s'effectue en Asie, la Chine étant en tête avec 66%. L'Europe détient 6% du marché et les États-Unis 2%. En Afrique, la capacité de fabrication locale reste limitée, mais plusieurs usines ont été lancées ces dernières années au Kenya, au Sénégal, au Ghana, au Burkina Faso et en Afrique du Sud.

La demande locale et régionale devrait avoir un impact important sur la rentabilité des usines, tout en

conditionnant d'éventuelles économies d'échelle nécessaires à une production de modules solaires à prix compétitifs.

Bien qu'il soit difficile de faire la concurrence à la Chine, plusieurs usines d'assemblage africaines ont mis l'accent sur la qualité de leurs produits et profitent de la préférence de certains acheteurs pour les modules réalisés par des compagnies locales.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



2 PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE DU SOLAIRE DANS L'UEMOA

« Des obstacles d'ordres institutionnel, réglementaire, légal, techniques et financier devront être surmontés pour la poursuite de la dynamique engagée et pour un véritable décollage du solaire dans les pays de l'UEMOA. »

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Plusieurs obstacles devront être surmontés pour la poursuite de la dynamique engagée et pour un véritable décollage du solaire dans les pays de l'UEMOA. Lesdits

obstacles sont de plusieurs ordres : institutionnel, réglementaire, légal, techniques (ou liés à la nature même de l'énergie solaire) et financier.

2.1. INSUFFISANCES DANS L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Le développement du solaire est contraint par l'organisation du secteur de l'électricité. En Afrique de l'Ouest, le modèle du monopole verticalement intégré a longtemps été la norme. Toutefois, une certaine ouverture est observée depuis la fin des années 1990, avec l'apparition, aux côtés du monopole verticalement intégré, du modèle de production indépendante avec acheteur unique. Pour le premier, une seule entreprise, généralement publique, a le droit de produire, transporter et vendre l'électricité. Avec ce type d'organisation, seuls des projets publics

portés par la société nationale d'électricité peuvent voir le jour.

S'agissant du second, la production indépendante d'électricité est autorisée, mais seule la société nationale peut acheter l'électricité produite.

Le tableau ci-dessous présente les différents modèles d'organisation du secteur de l'électricité existants en zone UEMOA.

Tableau 4

MODÈLE DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'UEMOA

Pays	Type d'organisation
Burkina Faso Guinée Bissau	Monopole public verticalement intégré
Niger	Producteur Indépendant d'Énergie (PIE) + Acheteur unique en charge de la production, du transport et de la distribution. Marché non régulé
Côte d'Ivoire Mali Sénégal	PIE + Acheteur unique en charge de la production, du transport et de la distribution. Marché régulé
Togo Bénin	PIE + Acheteur unique en charge de la production, du transport et de la vente en gros

Source : ERERA 2017

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

L'insuffisance de coordination entre les différents acteurs institutionnels, de même qu'un manque de précision dans la définition du rôle de chacun, rendent difficile la mise en œuvre de projets privés qui sont, par ailleurs, confrontés au manque d'expérience dans le domaine de la technologie solaire. Ceci explique souvent les retards observés dans l'instruction des demandes et les temps de développement très longs des projets de grandes tailles.

Le manque d'encadrement institutionnel des projets constitue aussi un des plus importants freins. Il n'y a pas

une mise en cohérence du travail des différentes parties prenantes (ministères, régulateurs, etc.). En outre, les négociations et les décisions prennent généralement du temps : il faut en moyenne sept (07) ans pour développer un projet IPP solaire. Par exemple, les projets au Sénégal ont débuté leur développement depuis les années 2008-2009, au Burkina Faso vers 2009-2010, au Mali en 2012. Ces temps de développement, qui sont trop longs, expliquent notamment les taux de retours élevés attendus des investisseurs ainsi que les coûts de développement élevés des projets.

2.2. DES INCERTITUDES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Au cours des dernières années, la réglementation a connu des progrès notables, avec l'introduction de la production indépendante. Néanmoins, elle reste encore imparfaite.

Une absence de clarté dans les modalités de passation des contrats de gré à gré est observée, entraînant des complications sur le plan contractuel. En effet, le gré à gré reste le mode de transaction le plus utilisé dans la zone UEMOA, alors que les législations interdisent les négociations bilatérales entre les promoteurs privés et les gouvernements. Il en est de même pour les Directives

communautaires relatives aux modalités de passation des marchés publics, qui préconisent des appels d'offres.

Toutefois, des réglementations nationales autorisent des contrats de gré à gré, pour des cas spécifiques (notions d'urgence, projet pilote, impératifs techniques) ; souvent, ces cas ne s'appliquent pas aux énergies renouvelables. En cas de gré à gré, les modalités doivent être décrites dans des décrets qui, malheureusement, ne sont pas toujours disponibles. Ce qui entraîne de nombreux retards et surcoûts pour les projets de production indépendante d'électricité.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 1

Définition des cadres légal, réglementaire et institutionnel*C'est en général dans la loi que sont définis les principaux paramètres de l'organisation sectorielle.*

Le cadre légal i) spécifie quelles sont les entités autorisées à produire de l'électricité, et selon quelles modalités, ii) pose les principes d'éventuelles mesures de soutien ou d'incitation pour la production d'énergie solaire et iii) définit le rôle des institutions sectorielles (Ministère, régulateur, etc.).

Le cadre réglementaire précise i) les conditions d'obtention des permis, licences, autorisations, contrats nécessaires à la production d'énergie renouvelable, ii) les éventuelles mesures de soutien financier pour les énergies renouvelables (subventions à l'investissement ou tarifs de rachat préférentiel, par exemple) et iii) les modalités d'accès et de raccordement au réseau pour les projets d'énergie renouvelable, iv) les paramètres techniques à respecter pour injecter de l'électricité renouvelable sur le réseau national, en général dans le cadre du Code Réseau.

Le décalage fréquent entre un principe posé par la loi, et sa traduction

dans la régulation, constitue un obstacle pour le développement des projets solaires.

Le cadre institutionnel varie d'un pays à un autre, en fonction des choix politiques et sectoriels nationaux. En règle générale, on rencontre les acteurs suivants dans la plupart des pays de la zone UEMOA : le Ministère en charge de l'énergie, la Société nationale d'électricité, l'Autorité de Régulation, l'Agence d'Electrification Rurale, l'Agence pour les Energies Renouvelables. Les autres acteurs sont notamment le Ministère des Finances (incitations fiscales, garanties de paiement, subventions, compensations), le Ministère de l'Environnement (permis et autorisations), l'Agence de Promotion des Investissements (soutien aux investisseurs), l'Agence de normalisation (définition des normes et standards pour le matériel solaire). Là encore, il peut exister un décalage entre les mandats de ces différentes institutions tels que fixés par la loi ou par leurs statuts, et la pratique réelle.

Ainsi, sur le plan institutionnel, l'expérience montre que les principaux défis pour un développeur privé de projet solaire sont notamment :

- une bonne coordination des actions des acteurs institutionnels et une clarté dans la définition de leurs rôles. Ce problème peut être réglé par la mise en place d'un Guichet Unique, qui devient l'interlocuteur unique du développeur, et coordonne ensuite les procédures des acteurs institutionnels impliqués ;
- le renforcement des capacités et des ressources humaines des différentes institutions, afin de réduire les délais dans l'instruction des demandes ;
- Le renforcement de l'expérience spécifique au solaire des acteurs institutionnels. Les premiers projets solaires payent souvent le prix de l'apprentissage institutionnel.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Pour le solaire hors réseau, certaines particularités du cadre légal et réglementaire représentent aujourd'hui des obstacles au plein développement du marché. En effet, certains pays de l'Union (cas du Sénégal) traitent les mini-réseaux sur le plan légal et réglementaire de la même façon que face aux opérateurs de grande taille. Cette insuffisance de flexibilité menace d'étouffer la dynamique du marché du solaire hors réseau.

L'assouplissement du cadre pour les mini-réseaux d'initiative privée, un ciblage plus fin des subventions allouées à l'électrification rurale, et la généralisation des avantages fiscaux et douaniers, pourraient permettre d'accélérer les progrès du solaire hors réseau.

2.3. DES CONTRAINTES TECHNIQUES CONSIDÉRABLES

- **Saturation du réseau électrique**

Etroitement dépendantes de l'ensoleillement, les centrales solaires fournissent de l'électricité au milieu de la journée, alors que c'est le soir, à la tombée de la nuit, que la demande est la plus forte. La production d'énergie solaire peut également connaître des variations rapides en fonction de la météo : lorsque le ciel se couvre, d'autres moyens de production d'électricité doivent être mobilisés pour compenser la perte de production au niveau des centrales solaires. Les limites observées sont donc aussi bien du côté de la production que du côté du transport et de la distribution.

L'augmentation de la part du solaire dans le mix énergétique des pays de l'UEMOA est confrontée à la problématique d'une saturation fréquente des réseaux. En effet, les réseaux de l'UEMOA sont fragiles et de petite taille, et, souvent, déjà saturés. Des études de réseaux réalisées indiquent la nécessité de renforcer les lignes afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Union en matière de mix

énergétique. Ainsi, si le développement du solaire peut apporter une réponse à la production, l'atteinte des objectifs restera contrainte par les limites de transport de l'énergie des zones de production vers les zones de consommation.

- **Contraintes de stockage de l'énergie solaire**

Vu le caractère intermittent de l'énergie solaire, son intégration au réseau requiert l'ajout de batteries de stockage. L'électricité produite dans la journée pourra ainsi être consommée le soir. Le défi qui se pose aux pays de la zone est relatif à la gestion de cette intermittence, notamment à travers la recherche de batteries fiables, adaptées aux conditions climatiques de la zone. Au Sénégal par exemple, des solutions sont en cours de déploiement : l'ajout de batteries de stockage de plusieurs dizaines de MW est envisagé pour lisser l'intermittence de la production solaire, tandis que le dispatching prévoit de se doter d'outils de prévision météo et de contrôle-commande pour gérer l'aléa météorologique.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DÉCOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.4. DIFFICULTÉS D'ACCÈS DES OPÉRATEURS AUX FINANCEMENTS

Les contraintes qui freinent la participation des banques commerciales sont notamment : i) le profil risqué des entrepreneurs, combiné au manque de mécanisme garantissant les crédits accordés aux PME et Start-up, ii) le coût du financement généralement élevé pour les opérateurs, iii) le manque de ressources de long terme pour le financement des projets d'énergie solaire (10 à 20 ans).

En effet, un des plus grands risques présents dans le développement de projets solaires raccordés au réseau en Afrique subsaharienne est le risque de non-paiement de l'acheteur, particulièrement si l'acheteur est une société nationale d'électricité dont la santé financière est fragile. Pour leur part, si les PME et Start-up actives dans le solaire hors réseau (kits et lanternes solaires) représentent une opportunité d'intervention pour les banques commerciales, leurs profils restent néanmoins assez risqués. Aussi, les banques et les investisseurs exigent la mise en place de sûretés et de garanties financières pour couvrir i) les défauts de paiement de l'opérateur et ii) la clause de résiliation.

Bien que les pays présentent des profils similaires, il est étonnant de voir la diversité de structuration financière. En outre, les Etats ne sont souvent pas préparés pour la mise en place de ces garanties, aussi les négociations prennent beaucoup de temps, entraînant des retards et un renchérissement du coût du kWh. Plusieurs mécanismes peuvent être utilisés pour mitiger le risque et réduire ainsi le coût du financement :

- des garanties souveraines pour sécuriser des paiements (le Sénégal en a mis en place pour tous les IPPs) ;
- des garanties partielles de risque des institutions financières du développement (IFD) ;
- une assurance contre le risque politique, par des institutions telles que le MIGA, la BEI, l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) et l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC).

La participation des IFD, qui apportent du financement concessionnel (ou des ressources de dons) et de la crédibilité aux projets, est très utile pour minimiser le coût de financement.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Chantier d'installation
de panneaux solaires

3 INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS : rôles du secteur privé et des pouvoirs publics

« L'avènement du solaire comme source d'énergie propre et compétitive a coïncidé avec un vaste mouvement de libéralisation du secteur de l'électricité et une participation accrue du secteur privé dans le développement des infrastructures. »

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DÉCOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entrepreneuriat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3.1. LES IPP EN ZONE UEMOA

L'avènement du solaire comme source d'énergie propre et compétitive a coïncidé avec un vaste mouvement de libéralisation du secteur de l'électricité et une participation accrue du secteur privé dans le développement des infrastructures.

De fait, l'essentiel de la capacité solaire installée dans la zone a été développé par les producteurs indépendants d'électricité. Ils bénéficient de contrats de concession et de contrats d'achat d'électricité (CAE¹¹) sur une longue durée (15 à 20 ans). Lesdits contrats sont conclus, respectivement avec les Gouvernements et des sociétés nationales d'électricité, généralement acheteurs uniques (ou des miniers et industriels) et sont souvent assortis de garanties de paiement (garanties souveraines et comptes séquestres).

En zone UEMOA, le 1^{er} IPP a été lancé en Côte d'Ivoire avec la construction de la centrale thermique de Vridi, mais c'est au Sénégal qu'est apparu en 2016, le 1^{er} IPP solaire dans le cadre de la réalisation de la centrale de Bokhol, d'une capacité de 20 MW. Depuis lors, de nombreuses centrales se sont développées sous la forme IPP.

En Côte d'Ivoire, un projet de centrale solaire a été annoncé en 2018, prévu au nord du pays à Boundiali, et doté d'une puissance de 37,5 MW. Au Mali, l'IPP de Kita (50 MW), co-financé par la BOAD, vient d'atteindre le closing financier en octobre 2018.

Au sein de l'UEMOA, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour le décollage du solaire, à travers notamment la définition des modalités d'organisation du secteur de l'électricité et la mise en place d'instruments de soutien au solaire (subventions, facilités fiscales ou douanières, garanties souveraines, etc.). Les modalités d'organisation sont généralement fixées par les textes légaux et réglementaires et ont un impact sur le développement du secteur. Plusieurs modalités existent, mais en ce qui concerne l'UEMOA, la plus dominante est celle qui autorise la production indépendante d'électricité et la vente à un acheteur unique qui dispose d'un monopole sur le transport et la distribution (généralement la société nationale d'électricité).

Au Sénégal, des réflexions sont en cours pour la mise en œuvre d'un modèle d'organisation du secteur basé sur l'accès des tiers au réseau. Ce modèle consacrera la fin du monopole de la SENELEC comme acheteur unique. Il devrait permettre l'émergence de projets d'initiative entièrement privée, qui vendront leur électricité, non pas à la SENELEC, mais directement à des acheteurs privés, industriels ou gros consommateurs. Théoriquement prévue pour 2019, la mise en place de ce modèle pourrait être reportée de quelques années, du fait de l'absence d'un cadre réglementaire spécifique.

¹¹ Un contrat d'achat d'électricité définit le tarif auquel l'électricité sera vendue, éventuellement assorti de clauses de révision de prix.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3.2. L'ENTREPRENARIAT DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le développement des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest a favorisé l'émergence d'une véritable économie de l'énergie solaire, avec notamment une floraison d'entreprises évoluant dans ce secteur. Outre les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés anonymes, l'acte uniforme de l'OHADA offre l'opportunité de pouvoir créer des sociétés par actions simplifiées, ce qui devrait contribuer au développement de start up dans le domaine des énergies renouvelables, cette forme d'organisation répondant mieux aux attentes des start up en termes de flexibilité et de liberté contractuelle.

Le Bénin et le Sénégal semblent être les pays qui présentent un dynamisme dans l'entreprenariat lié aux énergies renouvelables. Ce duo de tête est suivi de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Togo, du Mali et de la Guinée Bissau. Les PME et start up ainsi créées favorisent le développement et la diversification des emplois, de même que l'innovation et la création de valeur (cf. encadré 2).

► ENCADRÉ 2

Start-up innovantes primées lors du forum des 45 ans de la BOAD

Le Concours BOAD ouvert aux start-up de l'UEMOA, en vue de la sélection d'un projet innovant dans le domaine des énergies renouvelables, notamment en matière solaire, avait pour objet d'encourager l'innovation et de valoriser les compétences des développeurs locaux africains, en particulier au sein de l'UEMOA.

Cent vingt-trois (123) candidatures ont été enregistrées. Les initiatives recouvrent plusieurs formes d'énergies renouvelables : le biogaz, les biocarburants, l'énergie éolienne et l'énergie solaire photovoltaïque.

Le processus de sélection a été conduit par le groupement CPCS-2iE. L'examen des différents dossiers a permis de déceler le génie de plusieurs promoteurs et de relever le grand potentiel d'innovation

dont dispose l'espace UEMOA.

Dans le but de garantir l'impartialité et d'assurer un regard croisé sur l'examen des dossiers, deux (2) jurys différents ont siégé à chacune des trois étapes du processus.

A l'issue du processus de sélection, deux (2) candidatures se sont distinguées, à savoir : i) le projet « Groupes électrosolaires KYA-SoP » et le projet « Modernisation solaire et digitalisation de l'agriculture pay-

sanne : pompe à eau solaire intelligente et plateforme digitale de formation et de commercialisation pour l'Afrique subsaharienne ».

Le projet « Groupes électrosolaires KYA-SoP » de KYA-Energy Group propose de passer d'un système centralisé de fourniture d'électricité, onéreux et avec des réseaux électriques, à un système décentralisé (individuel ou communautaire), beaucoup plus accessible financièrement, à l'aide

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 2 (SUITE)

d'armoires mobiles hybrides standardisées, à travers des groupes électrosolaires KYA-SoP®. Les groupes électrosolaires KYA-SoP® sont probablement appelés à se positionner sur le marché de l'accès aux services énergétiques, comme des produits solaires à forte valeur ajoutée, qui peuvent impacter considérablement le vécu des populations.

Conçus, assemblés et commercialisés par KYA-Energy Group, une jeune entreprise togolaise à vocation sous régionale, créée en juillet 2015 et basée à Lomé (Togo), les groupes électrosolaires KYA-SoP sont standardisés en (06) gammes, dont trois (03) pour les ménages, avec des puissances allant de 1kVA à 5kVA, et trois autres gammes pour les PME/PMI, de puissances allant de 5kW à 10kW.

Dans le cadre du projet sous revue, l'ambition du promoteur est de pas-

ser à la semi-industrialisation des KYASoP, par la mise en place d'une ligne d'assemblage locale, pour une production de 1000 unités de KYA-SoP dès la première année. Grâce à ce projet, plus de 150 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects pourront être créés. Plus de 30 000 ménages auraient accès à l'électricité en moins de cinq (05) années de production. Le projet permettra également d'éviter, sur les cinq premières années, l'émission de 3 429 tonnes Eq-CO2, soit l'équivalent de 136 000 arbres plantés.

Quant au projet « Modernisation solaire et digitalisation de l'agriculture paysanne : pompe à eau solaire intelligente et plateforme digitale de formation et de commercialisation pour l'Afrique subsaharienne », il est proposé par Nadji.Bi Sénégal, une start-up spécialisée dans le développement et la production en Afrique de systèmes d'éclairage et

d'outils de production basés sur l'énergie solaire, destinés à l'économie rurale. Nadji.Bi Sénégal propose le développement d'une solution de pompe solaire intelligente et connectée, accompagnée d'un logiciel Android de gestion de la commercialisation en ligne.

L'objectif des promoteurs est de booster le développement de l'économie rurale en Afrique sub-saharienne, à travers une solution intégrée et innovante. Celle-ci devrait permettre une utilisation efficiente de la ressource hydraulique, grâce à l'énergie solaire. Elle permettrait d'accroître significativement les rendements agricoles, tout en favorisant une commercialisation efficiente de la production, par le biais d'une plateforme multiservice numérique et adaptée aux structures informelles.

Par ailleurs, les défis à relever dans le cadre de la promotion des PME et start up, sont notamment : i) le renforcement des fonds d'amorçage, d'innovation et de capital-risque adaptés aux start up, ii) le renforcement des structures

d'accompagnement et des centres de formation en énergies renouvelables, iii) la régulation du marché du solaire (création d'une référence qualité au niveau des produits solaires et d'une certification au niveau métiers).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 3

Développeurs et fonds d'investissement spécialisés

Le financement des projets solaires privés est caractérisé par un investissement initial important, avec un rendement stable sur une longue période (15 à 25 ans). La structure de financement est généralement constituée de fonds propres (25-30%) et de dettes (70-75%). Les fonds propres¹² proviennent des développeurs et des fonds d'investissement, tandis que la dette émane de banques commerciales ou de banques de développement. Les fonds propres et la dette sont investis ou prêtés via une société de projet (« special purpose vehicle » en anglais)

Le développement des projets solaires en Afrique peut prendre 2 à 8 ans (études de faisabilité, négociation de contrat d'achat). Les développeurs financent en général sur fonds propres les stades précoces de développement, assumant ainsi un niveau de risque plus élevé. En conséquence, ils exigent un retour sur investissements plus élevé. Certains développeurs entrent au stade de la pré-construction, pour aider au financement de la construction. D'autres attendent que la construction soit achevée pour acheter le projet, permettant ainsi aux développeurs initiaux de sortir dudit projet. Les prêteurs interviennent à un stade plus avancé du processus, là où les flux financiers sont plus certains.

Lorsque le projet solaire est opérationnel, il devient moins risqué à ce stade. Le développeur peut donc re-

financer sa dette en renégociant les termes, de sorte à obtenir un taux de prêt plus favorable.

D'après l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), entre 2013 et 2017, les développeurs de projets ont contribué en moyenne à 40% des investissements privés globaux en énergies renouvelables. Ces investissements sont attribuables aux développeurs en Chine, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis. En 2016, les 15 plus grands développeurs solaires internationaux représentaient 26.4 GW de capacité installée et plus de 40 GW annoncée. En 2015, les cinq plus grands développeurs internationaux (critère basé sur la capacité installée ou en développement) étaient : GCL New Energy, First Solar, Canadian Solar, Total (SunPower et Eren), et SunEdison.

La plupart de leurs investissements se font dans les marchés matures comme les États-Unis et le Japon. Mais les développeurs internationaux s'intéressent également aux gros projets commerciaux dans les économies émergentes. L'Amérique Latine, le Moyen Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne représentaient 12% des projets opérationnels et 28% des projets en développement d'énergies renouvelables.

De nombreux développeurs internationaux sont présents en Afrique : Berkeley Energy, Biotherm Energy, EDF, Enel Green Power, Engie, Gigawatt Global, Greenwish Partners, JCM, Lekela Power, Neoen, ResponAbility, Scatec Solar, SolarReserve.

Les partenariats entre les développeurs internationaux et locaux sont

¹² Sommes investies par un investisseur en échange d'actions dans la société du projet.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGE
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 3 (SUITE)

fréquents. Ils permettent aux développeurs internationaux d'acquérir des connaissances du marché local et de partager le risque.

Au niveau mondial, les fonds d'investissement ne jouent encore qu'un rôle mineur dans les énergies renouvelables. Ils représentent environ 2% des investissements totaux dans ce type de projets, sur la période 2013-2017. En Afrique subsaharienne, la participation des fonds d'investissements généralistes, dans les projets de centrales solaires, est encore limitée du fait du profil de risque élevé de ces projets.

Toutefois, certains fonds spécialisés font le choix de se concentrer sur

les infrastructures, l'énergie, et les énergies renouvelables, et ciblent particulièrement l'Afrique subsaharienne. Ces fonds investissent souvent aux côtés des banques de développement et des développeurs, et prennent avantage des mécanismes tels que les subventions et les garanties.

Les fonds spécialisés, actifs dans le développement de projets solaires en Afrique subsaharienne, et à la recherche d'opportunités ainsi que de meilleurs retours sur investissement, sont notamment : Meridiam, IFC Infraventures (fonds global de développement d'infrastructures de IFC), Access Infra Africa, Africa Infrastructure Investment Managers

(AIIM), Emerging Africa Infrastructure Fund, Helios Private Equity, Africa50, Norfund, et le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) au Sénégal.

Dans l'espace UEMOA, de plus en plus de fonds dédiés se créent ; parfois aussi les fonds existants réduisent leurs tickets, afin de toucher les start-up. C'est par exemple le cas de SINERGI au Niger et au Burkina Faso, de Teranga Capital au Sénégal, d'Initiative Ouagadougou au Burkina Faso, du fonds d'amorçage Afric'Innov, en phases pilote et opérationnel au Burkina Faso, Niger, Sénégal, Guinée et, au Bénin, de Partech Africa.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ENERGIE SOLAIRE DANS L'ECOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGES
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Lauréats du concours photos
et du concours Start up

4 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE DANS L'UEMOA

Les pays de l'UEMOA présentent, certes, plusieurs faiblesses et contraintes aux plans réglementaire, institutionnel et financier, mais ils disposent parallèlement de nombreux atouts pour un réel décollage du solaire.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTEME
DE L'ESPACE UEMOA

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Tableau 5

FORCES ET FAIBLESSES DES PAYS DE L'UEMOA POUR LE SOLAIRE

Pays	BÉNIN	BURKINA FASO	CÔTE D'IVOIRE	GUINÉE BISSAU	MALI	NIGER	SÉNÉGAL	TOGO
Importante ressource solaire	★	★★	★	★	★★	★★	★★	★
Potentiel de croissance rapide de la demande	★★	★★	★★	★	★★	★	★★	★★
Cadre propice à la participation du secteur privé dans la production d'électricité	★	★	★★	-	★★	-	★★	★
Compétitivité du solaire face aux autres sources d'électricité disponibles	★★	★★	★	★★	★★		★★	★★
<i>Forces (★★ : importante, ★ : modérée, - : absente)</i>								
Manque d'expérience en termes de participation privée dans la production d'électricité	##	##	-	##	#	##	-	#
Manque d'expérience avec la technologie solaire, notamment pour les projets de grande taille	##	-	#	-	#	##	-	##
Petite taille du réseau électrique	##	##	-	##	#	##	-	##
Faiblesse financière de la société nationale d'électricité	#	#	-	##	##	##	-	#
Instabilité politique et/ou environnement des affaires globalement peu favorable	-	-	-	##	-	##	-	-

Faibleses (## : importante, # : modérée, - : absente)

Source : CPCS

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

4.1. DES INITIATIVES POUR LA PROMOTION
D'ÉNERGIE SOLAIRE

Plusieurs acteurs ont initié des projets ou programmes de soutien au solaire. Il est souhaitable, que dans la zone UEMOA, les futures nouvelles actions soient, dans la mesure du possible, coordonnées à celles déjà engagées. Les plus importantes de ces initiatives, qui fondent de réels espoirs de développement vertueux du solaire dans la zone sont résumées ci-après :

- Le programme Lighting Africa : il fait partie de la contribution du Groupe de la Banque mondiale à l'énergie durable pour tous (SEforAll). Il est mis en œuvre en partenariat avec le programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie (ESMAP), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et 16 Gouvernements. Cette initiative s'est fixée pour objectif de permettre à plus de 250 millions d'habitants d'Afrique subsaharienne, vivant sans électricité, d'avoir accès à un éclairage propre, abordable et de qualité, d'ici 2030, grâce à des systèmes hors réseau propres.
- L'initiative Scaling Solar : elle regroupe une série de services du Groupe de la Banque mondiale, dans le cadre d'un engagement unique visant à créer des marchés viables pour l'énergie solaire dans chaque pays client. Le programme vise à rendre opérationnels, dans un délai de deux ans, les projets solaires connectés au réseau et financés par des fonds privés, à des tarifs concurrentiels.
- Le projet ROGEP (Regional Off-Grid Electrification Project) : il est promu par l'ECREEE et la Banque mondiale. Il a pour objet de favoriser l'accès à un service d'électrification de base à des ménages, des micro et petites entreprises, ainsi qu'à des écoles et centres de santé localisés dans 19 pays¹³ d'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'écosystème du projet est bâti sur des acteurs privés. En effet, des entreprises privées, spécialisées dans l'énergie solaire et agréées, pourront bénéficier de financements pour acquérir des équipements et offrir des solutions sur mesure à des utilisateurs finaux. Les
- La BOAD, bien qu'en phase d'ascension dans ce domaine, a déjà investi 84 milliards FCFA. Elle entend mettre un accent particulier sur la mise en œuvre des recommandations issues du forum de novembre 2018.
- L'initiative « New Deal » pour l'énergie en Afrique : prévue sur la période 2015-2025, et portée par la Banque Africaine de Développement (BAfD), elle vise la promotion d'un accès universel à l'énergie sur le continent africain, à l'horizon 2025. Les promoteurs du programme comptent mobiliser des capitaux privés, à travers des mécanismes de financement innovants et favorisant les Partenariats Public-Privé.
- Le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) : il appuie des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique de petite et moyenne taille en Afrique. Ce fonds fiduciaire multi-bailleurs (Danemark, Etats-Unis, Italie et Royaume-Uni), est administré par la BAD et apporte une solution à la difficulté d'accès au financement pour le développement initial des petits projets d'énergie renouvelable.

¹³ Benin, Burkina Faso, Tchad, République Centrafricaine, Cameroun, Côte d'Ivoire, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Nigeria, Niger, Sénégal, Sierra Leone, et Togo.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVES

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

financements seront octroyés aux entreprises ou aux utilisateurs finaux par des banques locales de la zone du projet. Dans ce cadre, la BOAD a été retenue pour servir d'intermédiaire financier entre la Banque mondiale et des banques locales, lesquelles auraient à financer les entreprises de fourniture de services.

- Le programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie (ESMAP) : il relève d'un partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et 18 autres acteurs. Il vise à aider les pays à revenus faibles ou intermédiaires à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance grâce à des solutions énergétiques respectueuses de l'environnement.
- L'initiative africaine pour les Energies renouvelables (AREI) : elle vise à favoriser l'installation d'une capacité énergétique renouvelable à grande échelle sur le continent africain, d'ici 2020. Ceci aurait un impact considérable sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre du continent. Cette initiative est menée par la Commission de l'Union africaine, l'Agence du nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Groupe des négociateurs africains, la Banque Africaine de Développement, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), ainsi que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

- L'Alliance solaire internationale (ASI) : elle repose sur une volonté de fédérer les efforts des pays en développement, pour attirer les investissements et les technologies dans ce secteur, et développer les usages de l'énergie solaire dans les pays se situant entre les Tropiques du Cancer et du Capricorne. Un objectif affiché est d'installer 1 000 GW de solaire et d'investir 1 000 milliards de dollars dans ce secteur, d'ici 2030.
- Le WAPP : c'est un acteur majeur en ce qui concerne l'intégration des réseaux électriques et le développement des capacités renouvelables.

Par ailleurs, de nombreux fonds climats offrent des financements concessionnels ou des subventions et dons, pour la mise en œuvre de projets solaires en Afrique subsaharienne. C'est le cas avec le Climat Investment fund, le Fonds vert pour le climat, le IRENA/ADFD Project Facility, l'ECOWAS Renewable Energy Facility, le Fonds pour l'Environnement Mondial. La plupart de ces acteurs étaient présents lors du forum du 45^{ème} anniversaire de la Banque.

En outre, les obligations vertes, qui constituent une des solutions de financement pour des investissements liés au climat et à l'environnement (donc à l'énergie solaire), ont récemment été introduites en Afrique et la Banque mondiale appuie le CREPMF pour la mise en place d'une réglementation des obligations vertes dans l'UEMOA. Ces nouveaux instruments permettront de desserrer les contraintes liées au financement et à la méfiance des investisseurs.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTÈME
DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAGÉ
DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIVÉS

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE
DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

4.2. QUELQUES RECOMMANDATIONS ET PISTES DE RÉFLEXION

- **Poursuivre la mise en place d'un cadre adapté**

La plupart des pays de la zone se sont dotés, ou sont en train de se doter, d'un cadre légal propice à l'émergence de projets IPP solaires ; toutefois, la loi seule ne suffit pas. Des textes d'application sont également nécessaires, de même que les différentes régulations régissant la pratique. Il s'avère donc nécessaire de renforcer les capacités des administrations publiques en matière d'élaboration de politiques énergétiques et l'opérationnalisation des décrets d'application, de même que dans le domaine du montage juridique et financier des projets.

Au-delà du cadre légal et réglementaire, le cadre institutionnel peut également nécessiter des aménagements, que ce soit en termes de définition des mandats des institutions impliquées dans le solaire, de facilitation de la coordination, ou de renforcement des capacités.

- **Dé-risquer l'investissement privé**

Pour un investisseur privé, les phases initiales de développement d'un projet sont aussi les plus risquées, notamment dans les marchés peu matures où l'expérience en

termes de projets solaires est encore réduite, ou inexistante. Les acteurs publics peuvent contribuer à réduire ce risque, grâce notamment à des mesures comme celles-ci-après : i) financement des études en amont (identification des sites, analyse de leur potentiel solaire) ; ii) facilitation des procédures d'obtention des permis et licences requis ; iii) gestion des procédures d'acquisition des terrains et d'indemnisation des personnes affectées et iv) utilisation de contrats d'achat d'électricité standards, connus à l'avance.

Pour mitiger le risque de non-paiement des sociétés nationales d'électricité, la mise en place de garanties souveraines est indispensable. Le gouvernement pourra par exemple offrir une garantie aux investisseurs d'une centrale solaire, pour le cas où la société nationale d'électricité ne serait plus capable d'honorer les paiements dus pour la production de l'énergie solaire. Plus ces garanties sont mises en place tôt, et plus les termes sont connus à l'avance, plus le développement du projet aurait des chances d'être rapide.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA****1. L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCOSYSTE
ME DE L'ESPACE UEMOA**

- 1.1. Aperçu d'ordre général
- 1.2. L'intérêt ambivalent des applications du solaire hors réseau
- 1.3. Capacités techniques et offres de formations
- 1.4. La fabrication locale d'équipements solaires

**2. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DECOLLAG
E DU SOLAIRE DANS L'UEMOA**

- 2.1. Insuffisances dans l'organisation institutionnelle
- 2.2. Des incertitudes légales et réglementaires
- 2.3. Des contraintes techniques considérables
- 2.4. Difficultés d'accès des opérateurs aux financements

**3. INVESTISSEMENT ET PRODUCTIONS PRIV
ES**

- 3.1. Les IPP en zone UEMOA
- 3.2. L'entreprenariat dans le domaine de l'énergie solaire

**4. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SOLA
IRE DANS L'UEMOA**

- 4.1. Des initiatives pour la promotion d'énergie solaire
- 4.2. Quelques recommandations et pistes de réflexions

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

- **Renforcer l'infrastructure de transport d'énergie aux niveaux national et régional**

Les systèmes électriques des pays de la zone UEMOA sont de très petite taille. Certains réseaux nationaux souffrent d'instabilité ou d'obsolescence. Cela signifie que la capacité d'absorption d'énergie renouvelable intermittente peut se trouver saturée avec une seule centrale solaire de 20 ou 30 MW. Ce qui pourrait réduire notablement l'attractivité pour les investisseurs internationaux.

Le renforcement de l'infrastructure de transport sera de nature à lever cet obstacle. Ce renforcement passera par plusieurs éléments, dont : i) la réalisation d'interconnexions entre pays voisins ; ii) l'amélioration des centres de dispatching nationaux et l'harmonisation régionale des procédures de dispatching ; iii) à terme, l'ajout de capacités de stockage couplées aux centrales solaires, ou situées à des points névralgiques du réseau. Le WAPP est bien entendu l'organisation régionale pivot pour le renforcement de l'infrastructure de transport régional.

- **Miser sur le renforcement des capacités**

Le renforcement des capacités locales s'avère primordial pour accélérer le développement du solaire. Les pouvoirs publics pourraient, sur la base d'analyses des besoins du milieu, élaborer des référentiels pour s'assurer de la

disponibilité de formations pertinentes. Cet effort de formation devrait être continu, pour permettre la mise à niveau des différents acteurs (techniciens, consommateurs, institutionnels, etc.) aux dernières technologies.

L'innovation étant encore nécessaire pour tirer pleinement profit de cette ressource solaire en zone UEMOA, la création de laboratoires disposant d'équipements de recherche de pointe, ainsi que de matériels de tests spécialisés, est requise.

Le partage d'expérience au niveau régional contribuera aussi au renforcement des capacités. Les pays moins avancés en termes de solaire, pourraient bénéficier de partage d'expérience auprès des pays voisins plus avancés (visites de centrales solaires, partage de documents contractuels types, etc.).

Les Banques multilatérales de développement et les Institutions de financement du développement, en cofinçant des projets avec les banques commerciales, pourraient également participer au renforcement de capacités de ces banques locales, en termes de compréhension des caractéristiques des projets d'énergie solaire et d'évaluation des risques inhérents à ces projets.

LISTE DES ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE

**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

- ANNEXE 1 : Présentation de la BOAD et de son organigramme au 31.12.2018**
- ANNEXE 2 : Organes délibérants de la BOAD au 31.12.2018**
- ANNEXE 3 : Principaux actes des Organes délibérants de la BOAD au cours de l'exercice 2018**
- ANNEXE 4 : Liste des financements approuvés par la BOAD au cours de l'année 2018**
- ANNEXE 5 : Profil des projets financés au cours de l'année 2018**
- ANNEXE 6 : Liste des accords/contrats de prêts, garantie d'emprunts obligataires, prises de participation, arrangements et emprunts signés en 2018**
- ANNEXE 7 : Liste de projets régionaux financés par la Banque**
- ANNEXE 8 : Evolution des flux nets de ressources par pays au 31.12.2018**
- ANNEXE 9 : Répartition des engagements nets cumulés au 31.12.2018**
- ANNEXE 10 : Répartition des décaissements nets cumulés au 31.12.2018**
- ANNEXE 11 : Gouvernance de la BOAD**
- ANNEXE 12 : Personnel de la BOAD par collège, genre, processus et activité au 31.12.2018**
- ANNEXE 13 : Situation financière de la Banque au 31.12.2018**
- ANNEXE 14 : Principaux indicateurs macro-économiques de l'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2018
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2018

THEME DE L'ANNÉE
**L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ÉCONOMIE
DES PAYS DE L'UEMOA**

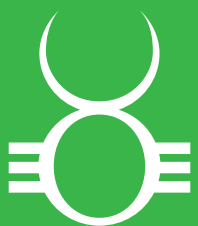
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
LISTE DES ANNEXES
ANNEXES

ANNEXES
www.rapportannuel2018-boad.org

BOAD

68 av. de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo
Tél.: +228 22 21 59 06 • Fax: +228 22 21 52 67

www.boad.org



BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT